

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 851

24 avril 2010

SOMMAIRE

| | | | |
|---|-------|---|-------|
| 4Keys Capital Management S.à r.l. | 40840 | Far East Medical Holding S.C.A. | 40831 |
| Alpha Trains Group S.à r.l. | 40848 | Financial Lincoln S.A. | 40833 |
| Anti-Gewalt-Training Luxembourg a.s.b.l. | 40814 | Fram S.A. | 40803 |
| B & C Consulting & Partners, S.à r.l. | 40846 | Globfin S.A. | 40804 |
| BCEE Ré | 40813 | Gytech | 40846 |
| Brevan Howard Investment Fund | 40814 | H.F. S.A. | 40832 |
| Capacity Allocation Service Company CWE S.A. | 40802 | Holden Luxembourg S.à r.l. | 40830 |
| Cargill International Luxembourg 12 S. à r.l. | 40817 | IDEA INVEST (Luxembourg) S.à r.l. | 40829 |
| Cargill International Luxembourg 2 S.à r.l. | 40817 | IKANO Re | 40832 |
| Cargill International Luxembourg 4 S.à r.l. | 40817 | Incomm S.A. | 40820 |
| Cargill International Luxembourg 5 S.à r.l. | 40818 | International Project Management S.A. | 40845 |
| Cargill International Luxembourg 6 S.à r.l. | 40818 | ITP S.A. | 40844 |
| Cargill International Luxembourg 7 S. à r.l. | 40819 | Jada SA | 40833 |
| Cargill International Luxembourg 8 S.à r.l. | 40819 | JAPI | 40848 |
| Cargill International Luxembourg 9 S.à r.l. | 40830 | Leony S.à r.l. | 40840 |
| Cofeba S.à r.l. | 40848 | L.F.A. Hold A.G. | 40833 |
| Comako | 40830 | Logiciel Graphics S.A. | 40804 |
| Corspi SA | 40831 | Mayfair Stud S.A. | 40840 |
| CTG Participations S.A. | 40846 | Mazel S.A. | 40847 |
| Dimalux S.A. | 40819 | Nokia Siemens Tietoliikenne Oy Succursa- le de Luxembourg | 40847 |
| Drover Investments S.à r.l. | 40802 | Omax Capital s.à r.l. | 40837 |
| Endeavour Energy Luxembourg S.à r.l. .. | 40834 | Pablo Holding S.A. | 40832 |
| Europalux Holding S.A. | 40832 | P.N. Seafood S.A. | 40803 |
| Exa Finance Holding S.A. | 40818 | Procter & Gamble Global Holdings S.à r.l. | 40804 |
| | | Redstone Invest S.A. | 40802 |
| | | Rolladen Schuler S.à r.l. | 40834 |
| | | Sacer International | 40803 |
| | | Société de Radiodiffusion Luxembourgeoi- se S.à r.l. | 40844 |
| | | Stone River S.A. | 40836 |

CASC CWE S.A., Capacity Allocation Service Company CWE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 2, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 142.282.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Capacity Allocation Service Company S.A. (la Société) tenue à Luxembourg, le 12 octobre 2009

L'Assemblée a constaté et accepté la démission de Monsieur Daniel Dobbeni en tant qu'administrateur de classe B de la Société avec effet au 12 octobre 2009.

L'Assemblée a décidé de nommer aux fonctions d'administrateur de classe B de la Société à compter du 12 octobre 2009 pour une durée de deux ans:

- Elia System Operator S.A., une société anonyme de droit belge, ayant son siège social au 20, boulevard de l'Empereur, B-1000 Bruxelles, immatriculée à la Banque carrefour des entreprises (RPM Bruxelles) sous le numéro 0476.388.478 et dont le représentant permanent est Monsieur Daniel Dobbeni, ayant son adresse professionnelle au 20, boulevard de l'Empereur, B-1000 Bruxelles.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capacity Allocation Service Company CWE S.A.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2010039595/21.

(100039024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Drover Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 148.031.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société adoptées en date du 12 mars 2010:

- Thomas Bradley Youth a démissionné de sa fonction de gérant de classe A avec effet au 12 mars 2010.
- Jefferson Rich Voss a démissionné de sa fonction de gérant de classe A avec effet au 12 mars 2010.
- John Broadhurst Mills a démissionné de sa fonction de gérant de classe B avec effet au 12 mars 2010.
- Noel Mc Cormack a démissionné de sa fonction de gérant de classe B avec effet au 12 mars 2010.
- Christopher Dabney Mangum, demeurant à 4300 Garmon Road, Atlanta, GA 30327, USA a été nommé pour une durée indéterminée en tant que gérant de classe A avec effet au 12 mars 2010.
- John Kleynhans, ayant son adresse professionnelle à 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg a été nommé pour une durée indéterminée en tant que gérant de classe B avec effet au 12 mars 2010.
- Laure Paklos, ayant son adresse professionnelle à 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg a été nommée pour une durée indéterminée en tant que gérant de classe B avec effet au 12 mars 2010.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Référence de publication: 2010039596/23.

(100039027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Redstone Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 112.513.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement à Bertrange le 15 mars 2010 à 10.00 heures

Il résulte dudit procès-verbal que les sociétés CRITERIA Sàrl, PROCEDIA Sàrl et Monsieur Gabriel JEAN ont démissionné de leurs fonctions d'administrateur avec effet immédiat. Monsieur Gabriel JEAN a également démissionné de sa fonction d'administrateur-délégué avec effet immédiat.

Il résulte également dudit procès-verbal que la société MARBLEDEAL Luxembourg Sàrl a démissionné de sa fonction de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Le 15 mars 2010.

Pour REDSTONE INVEST S.A.

Signature

Référence de publication: 2010039598/17.

(100039078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

P.N. Seafood S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 94.047.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 15 octobre 2009

1. M. Eric MAGRINI a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. M. Jonathan LEPAGE, administrateur de sociétés, né à Namur (Belgique), le 27 août 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Luxembourg, le 15 mars 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Pour P.N. SEAFOOD S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010039599/17.

(100039080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Fram S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 45.194.

DISSOLUTION

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 8 mars 2010, que la liquidation de la société, décidée en date du 25 novembre 2009, a été clôturée et que FRAM S.A. a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Pour: FRAM S.A.

Société anonyme liquidée

Pour le Liquidateur: GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Catherine Day-Royemans / Mireille Wagner

Vice-President / -

Référence de publication: 2010039879/20.

(100039599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Sacer International, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 35.884.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue extraordinairement en date du 15 mars 2010

1) La société anonyme FIDUCIAIRE INTERNATIONALE SA a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes.

2) La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58.545, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Luxembourg, le 16 mars 2010.

Pour extrait sincère et conforme
Pour SACER INTERNATIONAL
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010039600/18.

(100039082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Logiciel Graphics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 62.022.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 15 mars 2010

1. La société anonyme FIDUCIAIRE INTERNATIONALE SA a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes.

2. La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58.545, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Luxembourg, le 16 mars 2010.

Pour extrait sincère et conforme
Pour LOGICIEL GRAPHICS S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010039601/18.

(100039083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Globfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 97.448.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 11 février 2010

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, de Lux Business Management Sarl, ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et de Pan European Ventures, ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de Co-Ventures S.A., ayant son siège social au 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009.

Luxembourg, le 11 février 2010.

Pour extrait conforme
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2010039724/18.

(100039455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Procter & Gamble Global Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 151.990.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the sixteenth day of March.

Before Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- "Procter & Gamble Nordic LLC", a company incorporated and existing under the laws of the United States of America, having its registered office at One Procter & Gamble Plaza, Cincinnati, Ohio 45202, USA, having the Federal Identification Number 31-1360764; and

- "Procter & Gamble Eastern Europe LLC", a company incorporated and existing under the laws of the United States of America, having its registered office at One Procter & Gamble Plaza, Cincinnati, Ohio 45202, USA, having the Federal Identification Number 31-1311017;

both here represented by Mrs Alexandra PIZZO, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of proxies, given in Cincinnati on 8 March 2010.

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxy-holder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as aforementioned, are all the shareholders of "Procter & Gamble Global Holdings Ltd.", a company incorporated under the laws of Bermuda, having its registered office at Canon's Court 22, Victoria Street, HM12 Hamilton, Bermuda, registered with the Registrar of Companies of Bermuda under number EC36955 (the "Company").

The appearing parties representing the whole corporate capital, the general meeting of partners is regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda:

Agenda

1. Acknowledgment of (i) the written resolutions of the board of directors of the Company dated 11 February 2010 deciding to transfer the registered office (*siège statutaire*) and the central administration (*administration centrale*) of the Company from the Bermuda to the Grand-Duchy of Luxembourg and (ii) that all the necessary steps in Bermuda to transfer the registered office (*siège statutaire*) and the central administration (*administration centrale*) of the Company to the Grand-Duchy of Luxembourg have been taken.

2. Decision that the Company will exist in the Grand-Duchy of Luxembourg under the form of a *société à responsabilité limitée*.

3. Decision to approve the balance sheet of the Company to be used as the opening balance sheet of the Company in the Grand-Duchy of Luxembourg.

4. Decision to change the Company's name from "PROCTER & GAMBLE GLOBAL HOLDINGS LTD" to "PROCTER & GAMBLE GLOBAL HOLDINGS S.à r.l."

5. Restatement of the articles of association of the Company to comply with Luxembourg law.

6. Decision that the registered office of the Company will be set at 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

7. Decision that following the transfer of the registered office of the Company from Canon's Court 22, Victoria Street, HM12 Hamilton, Bermuda to 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, the share capital of the Company will consist in twenty two thousand five hundred sixty nine (22,569) shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each held as follows:

- Procter & Gamble Nordic LLC, prenamed, three thousand seven hundred forty five shares 3,745

Procter & Gamble Eastern Europe LLC, prenamed, eighteen thousand eight hundred twenty four shares 18,824

Total: twenty two thousand five hundred sixty nine (22,569) shares.

8. Decision to fix the number of managers at six (6) and appointment of:

- Mr. Herwig Meskens, born on 11 December 1957 in Opwijk (Belgium), residing at 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, and

- Mr. James Douglas Gerstle, born on 21 September 1957 in Indiana (USA), residing at 545, Reily Road, 45215 Cincinnati, USA, and

- Mr. Tadd Fowler, born on 10 June 1968 in Wichita, Texas (USA) residing at 4744, Medaillon Way, OH 45040 Mason, USA, and

- Mr. Klaus Lindner, born on 3 April 1952 in Bauzing (Germany) residing at 47, Route de St Georges, CH-1213 Petit Lancy 1 - Geneva, Switzerland, and

- Mr. Luc Dhont, born on 8 August 1969 in Deinze (Belgium), residing at 79, Ommegastraat, B-9681 Maarkedal, Belgium, and

- Mr. Olivier Hubin, born on 17 April 1967 in Liège (Belgium), residing at 80, Route de Sainte-Gemme, F-78860 Saint-Nom-la-Bretèche, France;

as managers of the Company for an undetermined period.

9. Decision to empower the board of managers, with full power of substitution, to perform any act and formalities required pursuant to the transfer of the registered office, both in Bermuda and Luxembourg.

10. Miscellaneous.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution:

The general meeting acknowledges (i) the written resolutions of the board of directors of the Company dated 11 February 2010 deciding to transfer the registered office (siège statutaire) and the central administration (administration centrale) of the Company from Bermuda to Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and (ii) that all the necessary steps in Bermuda to transfer the registered office (siège statutaire) and the central administration (administration centrale) of the Company to Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg have been taken.

Second resolution:

The general meeting decides that the Company will exist in the Grand-Duchy of Luxembourg under the form of a société à responsabilité limitée.

Third resolution:

The general meeting approves the balance sheet of the Company dated 28 February 2010 as opening balance sheet of the Company in the Grand-Duchy of Luxembourg.

Fourth resolution:

The general meeting decides to change the Company's name from "Procter & Gamble Global Holdings Ltd" to "Procter & Gamble Global Holdings S.à r.l."

Fifth resolution:

As a consequence of the above resolutions, the general meeting decides to restate the articles of association of the Company which shall now read as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered Office

Art. 1. There is hereby established a continuation of the company previously incorporated under the laws of Bermuda by the current owners of the shares referred to hereafter and all those who may become shareholders in future a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes. The Company may act as general partner in partnership agreements.

The Company may, furthermore, carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises or partnerships in whatever form and the administration, management, control, development of those participating interests. The Company may borrow in any form and proceed to the private issuance of bonds, debentures, notes.

In particular, the Company may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise or partnerships, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to companies or partnerships in which the Company has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of "Procter & Gamble Global Holdings S.à r.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its partners. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share Capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twenty two thousand five hundred sixty nine US dollars (USD 22,569.-) represented by twenty two thousand five hundred sixty nine (22,569) shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who need not be partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole partner, or as the case may be, the partners, who fix (es) the term of its/ their office. He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the individual signature of any manager.

Art. 13. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least five days in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The manager(s) do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 17. Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first July and ends on the thirtieth June of the following year.

Art. 21. Each year on the thirtieth June, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Sixth resolution:

The general meeting decides that the registered office of the Company is set at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Seventh resolution:

Following the transfer of the registered office of the Company from Canon's Court 22, Victoria Street, HM12 Hamilton, Bermuda to 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg the share capital of the Company consisting in twenty two thousand five hundred sixty nine (22,569) shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each, is held as follows:

| | |
|---|--------|
| - Procter & Gamble Nordic LLC, prenamed, three thousand seven hundred forty five shares | 3,745 |
| - Procter & Gamble Eastern Europe LLC, prenamed, eighteen thousand eight hundred twenty four shares | 18,824 |
| Total: twenty two thousand five hundred sixty nine shares | 22,569 |

Eighth resolution:

The general meeting decides to fix the number of managers at six (6). The general meeting notes that the directors of the Company whilst it was incorporated in Bermuda have resigned with effect from the transfer of the Company to and its incorporation in the Grand Duchy of Luxembourg.

The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined duration:

- Mr. Herwig Meskens, born on 11 December 1957 in Opwijk (Belgium), residing at 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, and

- Mr. James Douglas Gerstle, born on 21 September 1957 in Indiana (USA), residing at 545, Reily Road, 45215 Cincinnati, USA, and

- Mr. Tadd Fowler, born on 10 June 1968 in Wichita, Texas (USA) residing at 4744, Medaillon Way, OH 45040 Mason, USA, and

- Mr. Klaus Lindner, born on 3 April 1952 in Bauzing (Germany) residing at 47, Route de St Georges, CH-1213 Petit Lancy 1 - Geneva, Switzerland, and

- Mr. Luc Dhont, born on 8 August 1969 in Deinze (Belgium), residing at 79, Ommegastraat, B-9681 Maarkedal, Belgium, and

- Mr. Olivier Hubin, born on 17 April 1967 in Liège (Belgium), residing at 80, Route de Sainte-Gemme, F-78860 Saint-Nom-la-Bretèche, France.

Ninth resolution:

The general meeting decides to empower the board of managers, with full power of substitution, to perform any act and formalities required pursuant to the transfer of the registered office, both in Bermuda and Luxembourg.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to six thousand five hundred euro.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing parties, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille dix, le seize mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- "Procter & Gamble Nordic LLC", une société constituée et existant selon les lois des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à One Procter & Gamble Plaza, Cincinnati, Ohio 45202, Etats-Unis d'Amérique, portant le Federal Identification Number 31-1360764; et

- "Procter & Gamble Eastern Europe LLC", une société constituée et existant selon les lois des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à One Procter & Gamble Plaza, Cincinnati, Ohio 45202, Etats-Unis d'Amérique, portant le Federal Identification Number 31-1311017;

ici représentées par Madame Alexandra PIZZO, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé données à Cincinnati, le 8 mars 2010.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été paraphées ne varietur par la mandataire des comparantes et le notaire, annexées aux présentes pour être soumises avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Les comparantes, représentées comme indiqué, sont tous les associés de "Procter & Gamble Global Holdings Ltd.", une société de droit des Bermudes ayant son siège à Canon's Court 22, Victoria Street, HM12 Hamilton, Les Bermudes, inscrite au registre des sociétés des Bermudes sous le numéro EC36955 (ci-après la "Société").

Les comparantes représentant l'intégralité du capital social, l'assemblée générale des associés est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, sur les points portés à l'ordre du jour:

Ordre du jour

1. Prise de connaissance des (i) résolutions du conseil d'administration de la Société en date du 11 février 2010 décidant de transférer le siège statutaire et l'administration centrale de la Société des Bermudes vers le Grand-Duché de Luxembourg et (ii) que toutes les mesures nécessaires ont été prises aux Bermudes pour procéder au transfert du siège statutaire et de l'administration centrale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg

2. Décision que la Société existera au Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société à responsabilité limitée.

3. Approbation du bilan de la Société devant être utilisé comme bilan d'ouverture de la Société au Grand-Duché de Luxembourg.

4. Changement de la dénomination sociale de la Société de "PROCTER & GAMBLE GLOBAL HOLDINGS LTD" en "PROCTER & GAMBLE GLOBAL HOLDINGS S.à r.l.".

5. Refonte des statuts de la Société pour les mettre en conformité avec la loi luxembourgeoise.

6. Décision que le siège social de la Société sera fixé au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

7. Décision, que suite au transfert du siège social de la Société de Canon's Court 22, Victoria Street, HM12 Hamilton, Les Bermudes au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le capital social de la Société consistera en vingt-deux mille cinq cent soixante neuf (USD 22.569) parts sociales ayant une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1.-) chacune détenue comme suit:

- Procter & Gamble Nordic LLC, susmentionnée trois mille sept cent quarante-cinq parts sociales 3.745

- Procter & Gamble Eastern Europe LLC, susmentionnée dix-huit mille huit cent vingt-quatre parts sociales 18.824

Total: vingt-deux mille cinq cent soixante neuf (22.569,-) parts sociales.

8. Fixation du nombre des gérants de la Société à six (6) et nomination de:

- Monsieur Herwig Meskens, né le 11 décembre 1957 à Opwijk (Belgique), demeurant au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg; et

- Monsieur James Douglas Gerstle, né le 21 septembre 1957 en Indiana (USA), demeurant au 545, Reily Road, 45215 Cincinnati, USA; et

- Monsieur Tadd Fowler, né le 10 juin 1968 à Wichita, Texas (USA), demeurant au 4744, Médaille Way, OH 45040 Mason, USA; et

- Monsieur Klaus Lindner, né le 3 avril 1952 à Bauzing (Allemagne), demeurant au 47, Route de St Georges, CH-1213 Petit Lancy 1 - Geneva, Suisse; et

- Monsieur Luc Dhont, né le 8 août 1969 à Deinze (Belgique), demeurant au 79, Ommeastraat, B-9681 Maarkedal, Belgique; et

- Monsieur Olivier Hubin, né le 17 avril 1967 à Liège (Belgique), demeurant au 80, Route de Sainte-Gemme, F-78860 Saint-Nom-la-Bretèche, France;

comme gérants de la Société pour une période indéterminée.

9. Décision de donner pouvoir au conseil de gérance, avec tous pouvoirs de substitution, de procéder à tous actes et formalités aux Bermudes ainsi qu'au Luxembourg, requises à la suite du transfert du siège social.

10. Divers.

L'assemblée générale des associés, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale prend connaissance (i) des résolutions du conseil d'administration de la Société en date du 11 février 2010 décidant de transférer le siège statutaire et l'administration centrale de la Société des Bermudes vers Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et (ii) de ce que toutes les mesures nécessaires ont été prises aux Bermudes pour procéder au transfert du siège statutaire et de l'administration centrale de la Société à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide que la Société existera au Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société à responsabilité limitée.

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide d'approuver le bilan de la Société daté du 28 février 2010 en tant que bilan d'ouverture de la Société au Grand-Duché de Luxembourg.

Quatrième résolution:

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination sociale de la Société de "Procter & Gamble Global Holdings Ltd" en "Procter & Gamble Global Holdings S.à r.l."

Cinquième résolution:

Suite à ces décisions, l'assemblée générale décide de reformuler les statuts de la Société, lesquels auront désormais la teneur suivante:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est établi, sans rupture de la personnalité morale de la société précédemment constituée selon les lois des Bermudes, par les propriétaires actuels des parts auxquelles il est fait référence ci-après et par tous ceux qui pourraient le devenir par la suite une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société pourra accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de biens immobiliers ou mobiliers. La Société pourra se présenter comme "general partner" dans des contrats de partenariat.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise ou partenariat, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra emprunter, sous quelque forme que ce soit, et procéder à l'émission privée de bons, obligations et de titres de créances.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise ou partenariat, acquérir par voie d'apports, de souscription, de prises ferme ou d'options d'achat ou de toute autre manière, tout titre et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ses affaires et brevets, accorder aux sociétés ou partenariats auxquels elle s'intéresse tout concours, prêt, avance ou garantie.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de "Procter & Gamble Global Holdings S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de vingt-deux mille cinq cent soixante neuf US dollars (USD 22.569,-) représentée par vingt-deux mille cinq cent soixante neuf (22.569) parts sociales d'une valeur d'un US Dollar (USD 1,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée de leur mandat. Il(s) est/sont librement et à tout moment révocable(s) par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

La Société est engagée en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle d'un des gérants.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 19. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 20. L'année sociale commence le premier juillet et se termine le trente juin de l'année suivante.

Art. 21. Chaque année, au trente juin, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Sixième résolution:

L'assemblée générale décide de fixer le siège social de la Société au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Septième résolution:

Suite au transfert du siège social de la Société de Canon's Court 22, Victoria Street, HM12 Hamilton, Les Bermudes au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le capital social de la Société consistant en vingt deux mille cinq cent soixante neuf (22.569) parts sociales d'une valeur d'un US Dollar (USD 1,-) chacune, est détenu comme suit:

| | |
|---|--------|
| - Procter & Gamble Nordic LLC, susmentionnée trois mille sept cent quarante-cinq parts sociales | 3.745 |
| - Procter & Gamble Eastern Europe LLC, susmentionnée dix-huit mille huit cent vingt-quatre parts sociales | 18.824 |
| Total: vingt deux mille cinq cent soixante neuf parts sociales | 22.569 |

Huitième résolution:

L'assemblée générale décide de fixer le nombre des gérants à six (6). L'assemblée générale prend connaissance de la démission des dirigeants de la Société en fonction lorsqu'elle était encore immatriculée aux Bermudes, avec effet au transfert de la Société des Bermudes au Luxembourg et sa constitution au Grand-Duché de Luxembourg.

Sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Herwig Meskens, né le 11 décembre 1957 à Opwijk (Belgique), demeurant au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg; et
- Monsieur James Douglas Gerstle, né le 21 septembre 1957 en Indiana (USA), demeurant au 545, Reily Road, 45215 Cincinnati, USA; et
- Monsieur Tadd Fowler, né le 10 juin 1968 à Wichita, Texas (USA), demeurant au 4744, Medaillon Way, OH 45040 Mason, USA; et
- Monsieur Klaus Lindner, né le 3 avril 1952 à Bauzing (Allemagne), demeurant au 47, Route de St Georges, CH-1213 Petit Lancy 1 - Genève, Suisse; et
- Monsieur Luc Dhont, né le 8 août 1969 à Deinze (Belgique), demeurant au 79, Ommegastraat, B-9681 Maarkedal, Belgique; et
- Monsieur Olivier Hubin, né le 17 avril 1967 à Liège (Belgique), demeurant au 80, Route de Sainte-Gemme, F-78860 Saint-Nom-la-Bretèche, France.

Neuvième résolution:

L'assemblée générale décide de donner au conseil de gérance de la Société tous pouvoirs, avec plein pouvoir de substitution, pour réaliser toutes les opérations et remplir toutes les formalités qui s'imposent, tant aux Bermudes qu'au Grand-Duché de Luxembourg, suite au transfert du siège social de la Société.

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à six mille cinq cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. PIZZO, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 mars 2010. Relation: EAC/2010/3263. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010041533/464.

(100041178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2010.

BCEE Ré, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 54.722.

Le Conseil d'Administration prend note de la démission de Monsieur Jean-Paul Kraus en qualité d'Administrateur et coopta Madame Michèle Fohl domiciliée professionnellement 1, place de Metz, L-2954 Luxembourg en remplacement

Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de 2010 qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice social de 2009.

Suite à ces changements, le Conseil d'Administration de compose comme suit:

M. Michel BIREL, Président

M. Jean-Claude FINCK, Vice-président

M. Gilbert ERNST, Administrateur

M. Guy ROSSELJONG, Administrateur

Mme Françoise THOMA, Administrateur

Mme Michèle FOHL, Administrateur

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010039698/22.

(100039608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Brevan Howard Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 144.263.

—
*Extrait des résolutions du conseil
d'administration de la Société du 27 novembre 2009*

En date du 27 novembre 2009, le conseil d'administration de la Société a pris les résolutions suivantes:
de prendre note de la démission de Monsieur Stephane DIEDERICH en tant qu'administrateur de la Société;
de coopter Monsieur Jev MEHMET, né le 20 février 1972 à Sutton, Royaume-Uni, demeurant à 52, Clapham Manor Street, SW4 6DZ Londres, Royaume-Uni, en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 10 décembre 2009 et à durée déterminée jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2010.

Le conseil d'administration de la Société se compose désormais des personnes suivantes:

Monsieur Justin EGAN

Monsieur Paul GUILLAUME

Monsieur Philippe LESPINARD

Monsieur Jev MEHMET

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2010.

BREVAN HOWARD INVESTMENT FUND

Signature

Référence de publication: 2010039700/23.

(100039624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Anti-Gewalt-Training Luxembourg a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-5480 Wormeldange, 173, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg F 8.283.

—
STATUTEN

Die nachfolgend aufgeführten Gründungsmitglieder:

- Cardoso Olga, Erzieherin, 16A, rue de Schiffflange, L-4316 Esch/Alzette, Luxemburgerin;
- Colombo Christian, Privatbeamter, 10, Juddegaass, L-8281 Kehlen, Deutscher;
- Dos Santos Nynton, Sozialpädagoge, 12, rue des Maximins, L-8247 Mamer, Luxemburger;
- Ewertz Michelle, Sozialpädagogin, 6, cité Lëttschert, L-8711 Boevange/Attert, Luxemburgerin;
- Goudenbourg Marc, Sozialpädagoge, An der Lehmkaul, D-66663 Merzig, Luxemburger;
- Holtgen Nancy, Sozialpädagogin, 26A, rue Eduard Steichen, L-3324 Bivange, Luxemburgerin;
- Keipes Joëlle, Sozialpädagogin, 23, Kleesbongert, L-5754 Frisange, Luxemburgerin;
- Kugener Tom, Sozialpädagoge, 173, rue Principale, L-5480 Wormeldange, Luxemburger;
- Lucas Pascal, Sozialpädagoge, 19, route Principale, L-7450 Lintgen, Luxemburger;
- Meysembourg Jos, éducateur-instructeur, 26A, rue Eduard Steichen, L-3324 Bivange, Luxemburger;
- Miranda Silvia, Psychologin, 4, rue du X Septembre, L-4947 Hautcharage, Luxemburgerin;
- Retzlaff Julia, Lehrerin, 40, rue de la Corniche, L-5956 Itzig, Deutsche;
- Schartz Pit, Sozialpädagoge, 8, rue du Château, L-8805 Rambrouch, Luxemburger;
- Schmitt Tom, Lehrer, 6, rue de la Gare, L-3377 Leudelage, Luxemburger;
- Schons Véronique, Psychologin, 1, am Eek, L-6830 Berburg, Luxemburgerin;
- Thomé Lis, Assistante d'hygiène sociale - Médiatrice, 29, rue Godchaux, L-1634 Luxembourg, Luxemburgerin;
- Victor Tania, Sozialpädagogin, 195, rue des Champs, L-3442 Dudelage, Luxemburgerin;
- Wesquet Patrick, Sozialpädagoge, 16A, rue de Schiffflange, L-4316 Esch/Alzette, Luxemburger,

gründen hiermit einen nicht gewinnorientierten Verein, gemäß des abgeänderten Gesetzes vom 21. April 1928 und nachfolgender Satzung:

§1. Name, Sitz, Geschäftsjahr, Dauer.

1. Anti-Gewalt-Training Luxembourg a.s.b.l. (im Folgenden „AGT-Lux“) wurde am 26.02.2010 in Wormeldange gegründet und soll als nicht gewinnorientierter Verein in das zuständige Gesellschaftsregister Luxemburgs eingetragen werden.
2. Ihr Sitz ist in 173, rue Principale, 5480 Wormeldange.
3. Ihr Geschäftsjahr beginnt mit dem 1. Januar und endet mit dem 31. Dezember des gleichen Jahres.
4. Im Gründungsjahr beginnt das Geschäftsjahr mit dem Tag der Gesellschaftsgründung.
5. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

§2. Zweck und Tätigkeitsbereich von AGT-Lux. AGT-Lux strebt die Verbreitung der Philosophie und Methoden der Konfrontativen Pädagogik im Allgemeinen an. Die Vereinigung hat zum Ziel Konzepte zu entwickeln und umzusetzen, die eine friedfertige Konflikt- und Kommunikationskultur fördern. AGT-Lux bietet sozialen, staatlichen und/oder privaten Einrichtungen und/oder Firmen AntiGewalt- und Deeskalationstrainings sowie Fortbildungen und Impulsreferate sowie allgemeine Beratung und Unterstützung zur Stärkung von Sozialkompetenzen und Förderung der Teamfähigkeit. AGT-Lux liegt ein optimistisches Menschenbild zu Grunde.

§3. Gemeinnützigkeit.

1. AGT-Lux verfolgt ausschließlich und unmittelbar gemeinnützige Zwecke.
2. Die Finanzierung der Aufgaben von AGT-Lux erfolgt durch Mitgliedsbeiträge, deren Höhe von der Mitgliederversammlung für das jeweils neue Geschäftsjahr festgesetzt wird, durch Spenden und durch Teilnahmegebühren an Veranstaltungen; Honorare und Kostenerstattungen für Leistungen von AGT-Lux und Zuwendungen von kommunalen, staatlichen und/oder privaten Auftraggebern.
3. Die Mittel von AGT-Lux dürfen nur für die satzungsgemäßen Zwecke verwendet werden. Keine Person darf durch zweckfremde Ausgaben oder durch unverhältnismäßig hohe Vergütungen von AGT-Lux begünstigt werden.
4. AGT-Lux und seine Arbeit sind parteipolitisch und konfessionell nicht gebunden.

§4. Mitgliedschaft.

1. Mitglieder werden kann jede natürliche oder juristische Person, die die Satzung von AGT-Lux anerkennt sowie nach den Qualitätskriterien des ISS zertifizierter Anti-Gewalt-Trainer, CT^(R) - oder AAT^(R) -Trainer ist und, wenn möglich, eine pädagogische Grundausbildung nachweisen kann. Zudem stehen alle Mitglieder einer konfrontativen Grundhaltung positiv gegenüber. Mitglieder sowie Vorstandsmitglieder von AGT-Lux sind berechtigt Aktivitäten von AGT-Lux im Sinne des unter §2 genannten Zwecks und Tätigkeitsbereichs durchzuführen.
2. AGT-Lux besteht aus mindestens 5 Mitgliedern.
3. Über die Aufnahme von Mitgliedern entscheidet der Vorstand aufgrund eines schriftlichen Antrags. Sie wird mit schriftlicher Bestätigung wirksam. Bestehen seitens des Vorstands Bedenken, die Aufnahme betreffend, so ist der Antrag der nächsten regulären Mitgliederversammlung zur Entscheidung vorzulegen.
4. Die Mitglieder können dem Vorstand Anträge auf Ehrenmitgliedschaft zur Abstimmung vorlegen. Ehrenmitglieder bleiben beitragsfrei und sind nicht abstimmungsberechtigt.

§5. Ende der Mitgliedschaft.

1. Die Mitgliedschaft erlischt durch Austritt, Ausschluss oder Tod, bzw. bei juristischen Personen durch Auflösung derselben.
2. Ein Austritt erfolgt durch schriftliche Erklärung und wird mit dem Ende des Monats wirksam, in dem die Austrittserklärung dem Vorstand zugegangen ist.
3. Ein Mitglied kann ausgeschlossen werden besonders bei groben Verstößen gegen Satzung und Interessen von AGT-Lux sowie gegen Beschlüsse und Anordnungen seiner Organe und bei Verletzung der Beitragspflicht. In schwerwiegenden Fällen kann der Vorstand einen zeitweiligen Ausschluss bis zur nächsten Mitgliederversammlung beschließen, in der über den Ausschluss abgestimmt wird. Der Ausschlussbeschluss bedarf der Schriftform und ist zu begründen. Dem/der Auszuschließenden soll zuvor unter Setzung einer vierwöchigen Frist Gelegenheit zur Stellungnahme gegeben werden. Er/sie darf jedoch bei der Abstimmung nicht zugegen sein. Gegen den Ausschluss kann das Mitglied Einspruch in der Mitgliederversammlung erheben.

§6. Organe des Vereins.

1. Organe von AGT-Lux sind die Mitgliederversammlung und der Vorstand. Der Vorstand besteht aus mindestens 5 Mitgliedern: Vorstandsvorsitzender, Vizevorstandsvorsitzender, Sekretär, Kassenwart und einem weiteren Vorstandsmitglied.

Die Mitgliederversammlung besteht aus allen Mitgliedern von AGT-Lux und stimmt über alle Interessen der AGT-Lux ab. Sie übt alle die ihr zugewiesenen Aufgaben aus, die das Gesetz oder die vorliegende Satzung vorsieht.

2. Bei Vorstandswahlen gilt als gewählt, wer die einfache Mehrheit der Stimmen der stimmungsberechtigten Mitglieder erzielt hat. Kommt eine Mehrheit beim ersten Wahlgang nicht zustande, so ist eine Stichwahl zwischen den Kandidaten durchzuführen, die beim ersten Wahlgang nicht genügend Stimmen erhalten haben.

§7. Mitgliederversammlung.

1. Die Mitgliederversammlung findet mindestens einmal im Jahr statt und ist beschlussfähig, wenn der Vorstand alle Mitglieder schriftlich unter Angabe der Tagesordnung mit einer Frist von zwei Wochen zu ihr eingeladen hat. Die Beschlüsse werden den Mitgliedern schriftlich zuteilt.

2. Außerordentliche Mitgliederversammlungen werden nach Bedarf oder auf Grund eines Antrags von mindestens 40% der stimmberechtigten Mitglieder innerhalb von 4 Wochen vom Vorstand einberufen.

3. Die in der Mitgliederversammlung gefassten Beschlüsse sind von einem von ihr gewählten Protokollführer schriftlich niederzulegen, von dem/der Vorsitzenden oder dem/der stellvertretenden Vorsitzenden gegenzuzeichnen und den Mitgliedern zuzusenden.

4. In der Regel beschließt die Mitgliederversammlung durch Handzeichen. Bei Wahlen zum Vorstand und Misstrauensanträgen wird auf Wunsch der Mehrheit der an der Vollversammlung anwesenden, stimmberechtigten Mitglieder geheim abgestimmt.

5. Ein Beschluss, der eine Änderung der Satzung enthält, bedarf der Zustimmung von 2/3 der anwesenden Mitglieder. Abwesende Mitglieder können sich per Briefabstimmung vertreten lassen. Nach Zustimmung von mindestens 2/3 der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder kann die Mitgliederversammlung Satzungsänderungen beschließen, wenn sie zum vereinsregisterlichen Eintrag notwendig werden.

6. Die Mitgliederversammlung hat vor allem folgende Aufgaben:

- a) Beschlussfassung über Satzungsänderungen und Auflösung des Vereins,
- b) Entgegennahme des Berichts des Vorstands,
- c) Abstimmung über Entlastung und Wahlen im festgelegten Rhythmus,
- d) Festsetzung der Mitgliedsbeiträge,
- e) Bestimmung der Kassenprüfer,
- f) Aufnahme von neuen Mitgliedern, gemäß den Bestimmungen von §4-3 und Ausschluss von Mitgliedern.

§8. Der Vorstand.

1. Der Vorstand ist durch die Mitgliederversammlung in geheimer Wahl in zwei Wahlgängen zu wählen.

Die Anzahl der Vorstandsmitglieder ist mindestens 5 und maximal 9. Der/die Vorsitzende ist gerichtlich und außergerichtlich alleinvertretungsberechtigt, der/die Vizevorstandsvorsitzende handelt in der Vertretungsbefugnis gemeinsam mit dem/der Vorsitzenden. Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn 50% der Vorstandsmitglieder anwesend sind.

2. Dem Vorstand obliegt die Geschäftsführung von AGT-Lux und die Verwaltung seiner Mittel. Der Vorstand ist für sämtliche Angelegenheiten von AGT-Lux zuständig, soweit sie nicht ausdrücklich der Mitgliederversammlung vorbehalten sind. Er legt eine interne Hausordnung fest. Er ist der Mitgliederversammlung rechenschaftspflichtig.

3. Die Beschlüsse des Vorstands werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden Vorstandsmitglieder getroffen. Im Falle einer Stimmgleichheit ist die Stimme des/der Vorstandsvorsitzenden ausschlaggebend.

4. Die Wahl des Vorstands erfolgt durch die Mitgliederversammlung auf zwei Jahre. Der Vorstand kann wiedergewählt werden. Er kann jederzeit in einer ordnungsgemäß einberufenen Mitgliederversammlung mit einer 3/4 Mehrheit aller Mitglieder abgewählt werden. Misstrauensanträge sind in der Tagesordnung anzugeben. Der Vorstand bleibt bis zur Wahl eines neuen Vorstands im Amt.

5. Der Vorstand ist berechtigt, einen Geschäftsführer und bei Bedarf weitere Personen zum Zweck der Abwicklung laufender Geschäfte und sämtlicher organisatorischer und technischer Aufgaben, die dem Vereinszweck dienen, zu bestellen. Hierzu können entsprechende Personen oder Betriebe in ein festes Arbeitsverhältnis eingestellt werden oder auf Honorarbasis bezahlt werden.

5. Die Tätigkeit des Vorstands ist ehrenamtlich. Die Aufwandsentschädigung orientiert sich an den Realunkosten.

§9. Kassenführung und Kassenprüfung. Die Mitgliederversammlung wählt zwei Kassenprüfer. Sie haben nach Ablauf des Geschäftsjahres die Kassenführung des Vereins sachlich und rechnerisch zu prüfen und über das Ergebnis der Mitgliederversammlung Bericht zu erstatten. Sie dürfen nicht dem Vorstand angehören.

§10. Beiräte. Der Vorstand setzt bei Bedarf Beiräte aus fachlich qualifizierten Mitgliedern und Nichtmitgliedern zur Entscheidungsvorbereitung, Information von Vorstand und Mitgliedern, für Ausbildungen und Prüfungen, sowie für besondere Sachaufgaben ein.

§11. Auflösung. Die Auflösung von AGT-Lux kann nur in einer Mitgliederversammlung mit einer Stimmenmehrheit von mindestens 3/4 der Mitglieder beschlossen werden. Bei einer Auflösung ist das Vereinsvermögen, nach Zahlung sämtlicher, ausstehender Verpflichtungen, an eine a.s.b.l. mit vergleichbarer Zielsetzung zu übertragen.

§12. Mitgliedsbeitrag. Der jährliche Mitgliedsbeitrag soll die Summe von 250€ nicht überschreiten.

§13. Alle Bestimmungen, die nicht durch diese Satzungen geregelt sind, unterliegen dem Gesetz vom 21. April 1928.

So erstellt in Wormeldange am 26.02.2010 durch die Gründungsmitglieder.

Unterschriften.

Référence de publication: 2010039868/139.

(100039099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Cargill International Luxembourg 12 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 151.344.

Par résolution signée en date du 16 mars 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Scott Montgomery Naatjes, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, de son mandat de gérant de classe A avec effet immédiat;
- Nomination de Nathan Zietlow, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Référence de publication: 2010039705/15.

(100038989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Cargill International Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.966.

Par résolutions signées en date du 15 mars 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Scott Montgomery Naatjes, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 16 mars 2010,
- nomination de Nathan Zietlow, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet au 16 mars 2010 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Référence de publication: 2010039706/15.

(100038990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Cargill International Luxembourg 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.968.

Par résolutions signées en date du 15 mars 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Scott Montgomery Naatjes, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 16 mars 2010,
- nomination de Nathan Zietlow, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet au 16 mars 2010 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Référence de publication: 2010039708/15.

(100038992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Exa Finance Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 98.760.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale tenue le 17 mars 2010

Résolutions:

Les membres du Conseil d'Administration et le Commissaire aux comptes ayant démissionné de leurs fonctions, l'Assemblée Générale décide de nommer jusqu'à l'assemblée à être tenue en 2011:

Administrateurs:

- NATALE CAPULA, administrateur de société, né à Villa San Giovanni (Italie), le 1 novembre 1961, domicilié L-2661 Luxembourg, 44 rue de la Vallée

- GIANLUCA NINNO, administrateur de société, né à Policoro (Italie), le 7 Avril 1975, domicilié au L-2661 Luxembourg, 44 rue de la Vallée

- Luxembourg Management Services S.à.r.l, L-2661 Luxembourg, 44 rue de la Vallée

Commissaire aux comptes:

- Commissaire aux comptes: F.G.S. CONSULTING LLC, ayant son siège social à 520 S. 7th Street, Suite C Las Vegas, NV 89101

Le siège social est transféré au 44 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010039733/24.

(100039337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Cargill International Luxembourg 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.971.

—
Par résolutions signées en date du 15 mars 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Scott Montgomery Naatjes, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 16 mars 2010,

- nomination de Nathan Zietlow, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet au 16 mars 2010 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Référence de publication: 2010039709/15.

(100038993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Cargill International Luxembourg 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.972.

—
Par résolutions signées en date du 15 mars 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Scott Montgomery Naatjes, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 16 mars 2010,

- nomination de Nathan Zietlow, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet au 16 mars 2010 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Référence de publication: 2010039710/15.

(100038994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Dimalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 74.655.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 15 mars 2010 que, le mandat des organes sociaux étant venu à échéance, ont été renommés:

a) administrateurs

- Monsieur Nicolas SCHAEFFER, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve

- Madame Gabriele SCHNEIDER, directrice de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont

- Monsieur Laurent BACKES, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

b) commissaire aux comptes

- Monsieur Pierre SCHMIT, directeur de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire qui se tiendra en l'an 2015.

Luxembourg, le 15 mars 2010.

Pour extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2010040129/24.

(100039984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Cargill International Luxembourg 7 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.973.

—
Par résolution signée en date du 15 mars 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Scott Montgomery Naatjes, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, de son mandat de gérant de classe A avec effet au 16 mars 2010;

- Nomination de Nathan Zietlow, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet au 16 mars 2010 et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Référence de publication: 2010039711/15.

(100038995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Cargill International Luxembourg 8 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 151.014.

—
Par résolution signée en date du 15 mars 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Scott Montgomery Naatjes, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, de son mandat de gérant de classe A avec effet au 16 mars 2010;

- Nomination de Nathan Zietlow, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet au 16 mars 2010 et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Référence de publication: 2010039712/15.

(100038996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Incomm S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 64.541.

L'an deux mille dix, le vingt-cinq février.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "INCOMM S.A.", ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Jean-Joseph WAGNER, alors de résidence à Sanem, en date du 19 mai 1998, publié au Mémorial, C Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"), numéro 575 du 07 août 1998, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date 09 juillet 2008 publié au Mémorial, C Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"), numéro 2109 du 30 août 2008.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Niccolò LUCCHINI, économiste, demeurant à Lugano Suisse.

Le président désigne comme secrétaire Madame Claudia VON FELLEBERG, économiste, demeurant à Lugano, Suisse.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Katia ROTI, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les SOIXANTE-QUINZE MILLE TROIS CENT CINQUANTE (75.350) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1.- Transfert du siège social de L-2449 Luxembourg 8, boulevard Royal vers I-31100 Trévise, Via Caccianiga n.4, Italie, conformément à l'article 199 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

2.- Décision corrélative d'adoption de la nationalité italienne.

3.- Décision de continuer l'activité de la société en Italie sous la dénomination INCOMM S.p.a. avec le capital social actuel de EUROS UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE-HUIT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT (EUR 1.868.680,-).

4.- Confirmation que la société continuera son activité en Italie avec tous les actifs et passifs de la société luxembourgeoise, qui resteront sans limitation la propriété de la société en Italie.

5.- Décision d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société et de leur accorder décharge pour l'exécution de leurs mandats.

6.- Décision quant à la nomination des administrateurs et du "collegio sindacale".

7.- Refonte complète des statuts en vue de les adapter aux dispositions de la loi italienne

8.- Donner mandat pour procéder à toutes les démarches nécessaires tant en Italie qu'au Grand-Duché de Luxembourg en relation avec le transfert de siège.

9.- Divers.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide que le bilan et le compte de pertes et profits au 31 décembre 2009 déjà approuvés par l'assemblée générale en date du 24 février 2010 sont à considérer comme comptes sociaux de clôture au Luxembourg et en même temps comme comptes sociaux d'ouverture en Italie,

et de transférer le siège social, administratif et le siège de direction effective avec effet à la date de ce jour du Grand-Duché de Luxembourg, L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal en Italie à I-31100 Trévise, Via Caccianiga n.4, et de faire adopter par la société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une personne juridique nouvelle et le tout sous la condition résolutoire de la non-homologation de ce transfert par les autorités italiennes compétentes pour quelque motif que ce soit.

L'assemblée constate que cette résolution a été prise en conformité de l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

L'assemblée décide que par effet du transfert de siège social, la société sera soumise à la loi italienne et décide également de continuer l'activité de la société en Italie sous la forme juridique d'une "società per azioni (S.p.A)" et sous la dénomination INCOMM S.p.a..

L'assemblée générale confirme que la société continuera son activité en Italie avec le capital social actuel de EUROS UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE-HUIT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT (EUR. 1.868.680,-) entièrement souscrit et libéré, lequel n'est pas inférieur à l'actif net de la société tel qu'il résulte du bilan au 31 décembre 2009.

Troisième résolution

L'assemblée confirme que la société continuera son activité en Italie avec tous les actifs et passifs de la société luxembourgeoise qui resteront sans limitation la propriété de la société dont le siège est transféré en Italie.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes et leur accorde décharge pour l'exécution de leur mandat.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur:

Monsieur Savino FRANZIN, économiste, demeurant à Via Ponte della Pietra n.8, San Donà di Piave (VE) Italie

Et comme "collegio sindacale"

Madame Barbara SEMENZIN, demeurant à Vicolo Bressa n.1/A-Biadene, Montebelluna (TV) Italie aux fonctions de Présidente

Madame Francesca FORNER, demeurant à Via Sant'Angelo n.99/A Trévis, Italie, aux fonctions de "sindaco" effectif

Monsieur Federico Luigi CONTESSOTTO, demeurant à Via Silvio Pellico n.1/C Trévis, Italie, aux fonctions de "sindaco" effectif.

Monsieur Augusto LIBRALESSO, demeurant à Via Tiepolo n.8 Scorzè (VE), Italie, aux fonctions de "sindaco" suppléant

Monsieur Augusto MOLIN, demeurant à Viale B. D'Alviano n.38, Trévis, Italie, aux fonctions de "sindaco" suppléant.

Le nouvel administrateur et le collegio sindacale sont nommés pour une durée de 3 ans jusqu'à l'assemblée générale qui approuvera le bilan de l'exercice 2012.

Sixième résolution

Consécutivement à l'adoption de la première résolution, il a été unanimement décidé de modifier les statuts de la société afin de les mettre en conformité avec la loi italienne:

STATUTO DELLA SOCIETA' PER AZIONI "INCOMM S.P.A."

Titolo I. Denominazione, Sede, Oggetto, Durata

Art. 1. E' costituita una società per azioni denominata "INCOMM S.P.A."

Art. 2. La società ha sede legale nel Comune di Treviso, all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il registro delle Imprese a sensi dell'art. 111-ter disposizioni di attuazione del codice civile.

L'Organo Amministrativo può istituire o sopprimere, sedi secondarie, agenzie, succursali, filiali e uffici di rappresentanza, nonché trasferire la sede nel territorio nazionale.

Il domicilio legale di ogni socio, per i rapporti con la società, è quello risultante dal libro dei soci; in mancanza si fa riferimento alla residenza anagrafica. Per domicilio si intende non solo l'indirizzo, ma anche il numero di fax e l'indirizzo di posta elettronica.

Art. 3. La società ha per oggetto sociale, nel rispetto delle leggi vigenti, lo svolgimento delle seguenti attività, da esercitarsi esclusivamente nei confronti di società controllanti, controllate o collegate ai sensi dell'art. 2359 C.C. e controllate da una stessa controllante e comunque all'interno del gruppo, con esclusione tassativa pertanto di ogni attività nei confronti del pubblico,:

- l'acquisto, la vendita, la gestione di partecipazioni, quote societarie, azioni e obbligazioni di società, di qualunque tipo sia nazionali che estere;
- l'amministrazione di titoli azionari, obbligazioni e quote sociali,
- la gestione di aziende in genere,
- la concessione di crediti, ivi compreso il rilascio di garanzie sostitutive del credito, le operazioni di acquisto di crediti, di rilascio di fidejussioni, avalli, apertura di credito documentario, accettazioni, girate nonché impegni a concedere crediti,

- la concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma compreso il rilascio di garanzie a società di capitali alle quali partecipa,

- il coordinamento tecnico, commerciale, finanziario, amministrativo organizzativo e contabile, ivi compresa la gestione della tesoreria delle società del gruppo e dei relativi pagamenti e riscossioni, la prestazione di servizi di elaborazione dati, delle società nelle quali partecipa,

In via secondaria e non prevalente:

La società potrà altresì operare nel settore delle forniture di servizi amministrativi, di marketing e commerciali in genere, nonché i servizi di consulenza ed altri complementari e/o connessi a tali attività.

La società potrà inoltre svolgere attività immobiliare come l'acquisto, la vendita, la costruzione, la gestione la permuta di beni immobili in genere.

Sono tassativamente escluse dall'oggetto sociale l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di cui all'articolo 106 del D.Lgv. 385/93 le operazioni di raccolta di risparmio tra il pubblico e l'esercizio del credito nonché le attività di cui all'art. 2 della legge 2/11/39 n. 1815.

La società potrà altresì compiere tutte le operazioni commerciali, finanziarie, industriali, mobiliari ed immobiliari ritenute strumentali per il conseguimento dell'oggetto sociale.

Art. 4. La durata della società e' fissata fino al 31 dicembre 2050 (trentuno dicembre duemilacinquanta); la società potrà essere prorogata o anticipatamente sciolta, con deliberazione dell'assemblea straordinaria dei soci.

Titolo II. Capitale sociale, Azioni, Obbligazioni

Art. 5. Il capitale sociale è fissato in Euro 1.868.680,00 (unmilioneottocentosessantottomilaseicentoottanta virgola zero zero) diviso in n. 1.868.680,00 azioni del valore nominale di Euro 1,00 (uno virgola zero zero) ciascuna.

Le azioni sono rappresentate da titoli azionari.

Il capitale sociale dovrà essere conferito in denaro. Su conforme deliberazione dell'assemblea dei soci potrà altresì essere conferito in natura o attraverso l'apporto di crediti; in queste ipotesi, il conferente dovrà presentare una relazione di stima ai sensi dell'art. 2343 del Codice Civile.

A ciascun socio e' assegnato un numero di azioni proporzionale alla parte del capitale sottoscritta e per un valore non superiore a quello del suo conferimento.

Il capitale potrà essere aumentato a pagamento (mediante nuovi conferimenti in denaro o in natura) o a titolo gratuito (mediante passaggio a capitale di riserve o altri fondi disponibili) in forza di deliberazione dell'assemblea straordinaria dei soci, salvo quanto previsto al successivo sesto comma.

L'assemblea, con apposita delibera adottata in sede straordinaria, potrà attribuire all'organo amministrativo la facoltà di aumentare in uno o più volte il capitale sino ad un ammontare determinato e per il periodo massimo di cinque anni dalla data della deliberazione, esclusa comunque la facoltà di escludere o limitare il diritto di opzione di cui al successivo ottavo comma. La delibera di aumento del capitale sociale assunta dall'organo amministrativo in esecuzione di detta delega dovrà risultare da verbale redatto da notaio.

L'aumento del capitale sociale non può essere eseguito fino a che le azioni precedentemente emesse non siano state interamente liberate.

In caso di delibera di aumento del capitale sociale ovvero di emissione di obbligazioni convertibili in azioni spetta ai soci il diritto di opzione nonché il diritto di prelazione sulle azioni e/o obbligazioni convertibili eventualmente rimaste inoperte; se vi sono obbligazioni convertibili il diritto di opzione spetta anche ai possessori di queste, in concorso con i soci, sulla base del rapporto di cambio. Si applica la disposizione dell'art. 2441 C.C.

Potranno essere omessi sia il deposito presso il Registro imprese dell'offerta di opzione che ogni altra forma di pubblicità della stessa, qualora tutti i soci siano presenti (in proprio o per delega) all'assemblea che delibera l'aumento e dichiarino di essere già informati dell'offerta di opzione e del termine relativo.

Art. 6. Le azioni sono nominative; ognuna di esse attribuisce il diritto ad un voto salvo che nel caso in cui siano state create particolari categorie di azioni, fornite di diritti diversi a sensi del successivo comma quattro, azioni che a fronte del riconoscimento di particolari diritti siano senza diritto di voto, o con diritto di voto limitato.

Il valore di tali azioni non può complessivamente superare la metà del capitale sociale.

Le azioni conferiscono ai loro possessori uguali diritti.

Tuttavia con apposita delibera di assemblea straordinaria possono essere create particolari categorie di azioni fornite di diritti diversi a sensi degli artt. 2348 e segg. cod. civ.; comunque tutte le azioni appartenenti alla medesima categoria conferiscono uguali diritti. In caso di creazione di dette particolari categorie di azioni, le deliberazioni dell'assemblea, che pregiudicano i diritti di una di esse, devono essere approvate anche all'assemblea speciale degli appartenenti alla categoria interessata. Alle assemblee speciali si applicano le disposizioni relative alle assemblee straordinarie.

Nel caso di comproprietà di un'azione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli articoli 1105 e 1106 del Codice Civile.

Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro sulle azioni si applica l'articolo 2352 del codice civile.

Per l'acquisto da parte della società di azioni proprie, per il compimento di altre operazioni su azioni proprie, e per l'acquisto di azioni da parte di società controllate si applicano le disposizioni di cui agli artt. 2357 e segg. c.c.

La società controllata da altra società non può esercitare il diritto di voto nelle assemblee di questa. E' vietato alle società di costituire o di aumentare il capitale mediante sottoscrizione reciproca di azioni, anche per tramite di società fiduciaria o per interposta persona.

Art. 7. TRASFERIMENTO DI AZIONI Le azioni sono trasferibili per atto tra vivi; tuttavia agli altri soci, regolarmente iscritti al libro soci, spetta il diritto di prelazione per l'acquisto, ai sensi del successivo terzo comma.

Per trasferimento per atto tra "vivi", ai fini dell'applicazione del presente articolo, s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento e donazione.

Per l'esercizio del diritto di prelazione valgono le seguenti disposizioni e modalità:

- il socio che intende trasferire in tutto od in parte le proprie azioni, nei casi di cui ai precedenti commi 1 e 2 dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare il prezzo e le modalità di pagamento. L'organo amministrativo, entro quindici giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri soci, che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre trenta giorni dalla data di ricevimento (risultante dal timbro postale) della comunicazione da parte dell'organo amministrativo;

b) le azioni dovranno essere trasferite entro trenta giorni dalla data in cui l'organo amministrativo avrà comunicato al socio offerente - a mezzo raccomandata da inviarsi entro quindici giorni dalla scadenza del termine di cui sub a) - l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi delle azioni offerte (e delle eventuali modalità da osservare nel caso in cui le azioni offerte non siano proporzionalmente divisibili tra tutti i soci accettanti), della data fissata per il trasferimento;

- nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, le azioni offerte spetteranno ai soci interessati in proporzione al valore nominale delle azioni da ciascuno di essi possedute;

- se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene;

- qualora nella comunicazione sia indicato come acquirente un soggetto già socio, anche ad esso è riconosciuto il diritto di esercitare la prelazione in concorso con gli altri soci;

- il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per la totalità delle azioni offerte, poiché tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente;

- qualora nessun socio intenda acquistare le azioni offerte nel rispetto dei termini e delle modalità sopra indicati, il socio offerente sarà libero di trasferire le azioni offerte in vendita all'acquirente indicato nella comunicazione entro i sessanta giorni successivi dal giorno in cui è scaduto il termine per l'esercizio del diritto di prelazione, in mancanza di che la procedura della prelazione deve essere ripetuta;

- la prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente. Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione nonché in tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, il prezzo sarà determinato, mediante relazione giurata di un esperto nominato da Presidente del Tribunale del luogo ove ha sede la società su istanza della parte più diligente; nell'effettuare la sua determinazione l'esperto dovrà tener conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, con particolare attenzione a un eventuale "premio di maggioranza" per il caso di trasferimento del pacchetto di controllo della società;

- il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà delle azioni. Il diritto di prelazione non spetta per il caso di costituzione di pegno od usufrutto;

- nell'ipotesi di trasferimento di azioni per atto tra vivi eseguito senza l'osservanza di quanto sopra prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel libro soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e patrimoniali e non potrà alienare le azioni con effetto verso la società;

- la cessione delle azioni e dei diritti di opzione sarà possibile senza l'osservanza delle suddette formalità qualora il socio cedente abbia ottenuto la rinuncia all'esercizio del diritto di prelazione per quella specifica cessione da parte di tutti gli altri soci;

- le azioni sono trasferibili senza l'osservanza delle suddette formalità, non spettando ai soci il diritto di prelazione, nel caso in cui la cessione avvenga a favore del coniuge di un socio o di parenti in linea retta di un socio, in qualunque grado.

Art. 8. I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto/capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico a sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale di qualunque importo, e ciò previa conforme delibera assembleare.

Art. 9. La società potrà emettere prestiti obbligazionari convertibili e non convertibili.

L'emissione di obbligazioni ordinarie è deliberata dall'organo amministrativo, mentre l'emissione di obbligazioni convertibili è deliberata dall'assemblea straordinaria.

L'assemblea, con apposita delibera adottata in sede straordinaria, potrà attribuire all'organo amministrativo la facoltà di emettere in una o più volte obbligazioni convertibili sino ad un ammontare determinato e per il periodo massimo di cinque anni dalla data della deliberazione, esclusa comunque la facoltà di escludere o limitare il diritto di opzione spettante ai soci o ai possessori di altre obbligazioni convertibili.

Si applicano tutte le altre disposizioni della Sezione VII capo V del Libro V codice civile.

Titolo IV. Assemblea

Art. 10. L'assemblea è ordinaria e straordinaria ai sensi di legge e delibera sulla materia di rispettiva competenza secondo le previsioni di legge.

Sono attribuite alla competenza dell'Organo Amministrativo le seguenti attività:

- le deliberazioni concernenti la fusione nei casi previsti dagli artt. 2505 e 2505 bis del c.c.;
- l'istituzione e la soppressione di sedi secondarie;
- l'indicazione di quali tra gli amministratori hanno la rappresentanza della società;
- la riduzione del capitale sociale in caso di recesso del socio;
- gli adeguamenti dello statuto a disposizioni normative;
- il trasferimento della sede sociale nel territorio nazionale.

Hanno diritto di intervenire all'assemblea i soci cui spetta il diritto di voto e che alla data dell'assemblea stessa risultano iscritti nel libro dei soci.

Non e' richiesto il preventivo deposito delle azioni.

L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo anche su domanda dei soci a norma dell'art. 2367 C.C., l'assemblea è convocata presso la sede sociale ovvero in altro luogo purché in Italia o nel territorio di un altro stato membro della Unione Europea. In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dal collegio sindacale, oppure su richiesta di tanti soci che rappresentino almeno un decimo del capitale sociale e nella domanda siano indicati gli argomenti da trattare.

L'assemblea viene convocata con avviso comunicato ai soci, amministratori e sindaci; l'organo competente a convocare l'assemblea può scegliere per la convocazione una delle seguenti modalità:

- a) pubblicazione quindici giorni prima dell'assemblea dell'avviso nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica;
- b) pubblicazione quindici giorni prima dell'assemblea dell'avviso nei seguenti quotidiani: "Corriere della Sera" e/o "La Repubblica";
- c) mediante lettera raccomandata con avviso di ritorno, o a mano con firma per ricevuta, fatta pervenire agli aventi diritto al domicilio risultante dai libri sociali, almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza.

La posta elettronica o il telefax possono sostituire la raccomandata con avviso di ritorno o a mano, purché detti mezzi di trasmissione garantiscano la prova dell'avvenuto ricevimento nel termine stabilito al periodo precedente.

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo in cui si svolge l'assemblea nonché i luoghi eventualmente ad esso collegati per via telematica, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data di seconda convocazione qualora nell'adunanza precedente l'assemblea non risulti legalmente costituita. Le assemblee in seconda convocazione devono essere fissate con almeno un giorno di intervallo.

Anche in mancanza di formale convocazione, l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando in essa sia rappresentato l'intero capitale sociale, vi partecipi la maggioranza dei componenti dell'organo amministrativo e di controllo, e nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti ritenendosi non sufficientemente informato. In tale ipotesi dovrà essere data tempestiva comunicazione delle deliberazioni assunte ai componenti degli organi amministrativo e di controllo non presenti, mediante lettera raccomandata a.r., o fax o e-mail.

Ogni socio che abbia diritto di intervenire in assemblea può farsi rappresentare anche da soggetto non socio nel rispetto dell'art. 2372 del C.C., per delega scritta, che deve essere conservata dalla società; non può essere rilasciata con il nome del delegato in bianco ed e' sempre revocabile, nonostante ogni patto contrario.

Se la delega viene conferita per la singola assemblea, essa ha effetto anche per la seconda convocazione.

La rappresentanza non può essere conferita né ai componenti degli organi amministrativi o di controllo o ai dipendenti della società, né alle società da essa controllate o ai membri degli organi amministrativi o di controllo o ai dipendenti di queste.

Si applicano le altre disposizioni dell'art. 2372 C.C.

Art. 11. L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione o dal Vice Presidente. In caso di assenza o di impedimento di questi, l'assemblea è presieduta dalla persona nominata dall'assemblea con il voto favorevole della maggioranza dei presenti.

Quando il verbale non sia redatto da un notaio, l'assemblea nomina un segretario anche non socio.

Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio se richiesto dalla legge

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Il verbale dell'assemblea straordinaria deve essere redatto da un notaio.

Il verbale deve essere redatto senza ritardo nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito e pubblicazione.

Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, senza indugio, nel Libro delle Adunanze e delle deliberazioni delle assemblee.

L'assemblea dei soci può svolgersi anche con intervenuti dislocati in più luoghi audio e/o video collegati, nel rispetto delle seguenti condizioni, di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria), i luoghi audio video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente e il soggetto verbalizzante.

Art. 12. L'Assemblea in sede ordinaria e straordinaria è validamente costituita e delibera con i quorum previsti dalla legge.

Salvo diversa disposizione di legge le azioni per le quali non può essere esercitato il diritto di voto sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea.

Le medesime azioni e quelle per le quali il diritto di voto non è stato esercitato a seguito della dichiarazione del socio di astenersi per conflitto di interessi non sono computate ai fini del calcolo della maggioranza e della quota di capitale richiesta per l'approvazione della deliberazione.

Se esistono diverse categorie di azioni le deliberazioni dell'assemblea che pregiudichino i diritti di una di esse, devono essere approvate anche dall'assemblea speciale dei soci della categoria interessata.

Alle assemblee speciali si applicano le disposizioni relative alle assemblee straordinarie.

Titolo V. Amministrazione

Art. 13. La società può essere amministrata, alternativamente e su decisione dell'assemblea in sede di nomina:

- a. da un amministratore unico;
- b. da un consiglio di amministrazione composto da un minimo di 3 ad un massimo di 11 membri, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina.

Possono essere eletti amministratori anche coloro che non siano soci della società.

La nomina degli amministratori spetta all'assemblea ordinaria, salvo i primi che sono nominati nell'atto costitutivo.

Gli amministratori sono rieleggibili, e durano in carica per il periodo fissato dall'assemblea che li nomina, comunque non superiore a tre esercizi e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica.

In caso di decadenza della maggioranza degli amministratori in carica, per dimissioni, revoca o qualsiasi altra causa, si dovranno intendere necessariamente decaduti anche tutti gli altri amministratori, e si dovrà procedere ad una nuova nomina dell'intero organo amministrativo.

Se vengono a cessare l'amministratore unico o tutti gli amministratori, l'assemblea per la nomina del nuovo organo amministrativo, deve essere convocata d'urgenza dal Collegio Sindacale, il quale può compiere nel frattempo gli atti di ordinaria amministrazione.

La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito. Per la rinuncia all'ufficio da parte degli amministratori si applica il disposto dell'art. 2385 C.C..

Il consiglio di amministrazione, se non vi abbia già provveduto l'assemblea dei soci, elegge tra i suoi componenti il presidente; elegge inoltre, eventualmente il vice presidente.

Il consiglio di amministrazione si riunisce nel luogo indicato nell'avviso di convocazione, sia nella sede sociale o altrove, purché in Italia o in un altro stato dell'Unione Europea, su convocazione del presidente, anche a seguito di richiesta da parte di uno dei suoi membri o di un sindaco.

La convocazione, contenente gli argomenti da trattare, sarà fatta dal Presidente del Consiglio di amministrazione a mezzo lettera raccomandata o telegramma o telefax o posta elettronica spediti almeno cinque giorni prima dell'adunanza e, nei casi di urgenza, con telegramma o telefax o posta elettronica inviati almeno due giorni prima al domicilio di ciascun consigliere e sindaco.

Il Consiglio deve intendersi regolarmente costituito, anche in assenza di formale convocazione quando siano presenti tutti i Consiglieri ed i membri effettivi del Collegio Sindacale.

La riunione è presieduta dal presidente del consiglio di amministrazione, il quale nomina un segretario; questi redige il verbale della riunione, che deve essere sottoscritto da lui e dal presidente.

Le deliberazioni del consiglio saranno valide quando sia presente la maggioranza dei consiglieri e saranno prese a maggioranza assoluta dei voti dei presenti.

In caso di parità la proposta si intende respinta. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche in audiovideoconferenza con intervenuti dislocati in più luoghi audio e/o video collegati, nel rispetto delle seguenti "condizioni, di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale; dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

- che sia consentito al presidente del Consiglio di Amministrazione di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi oggetto di verbalizzazione;

- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;

- che siano indicati nell'avviso di convocazione, salvo che si tratti di Consiglio totalitario, i luoghi audio video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente e il soggetto verbalizzante.

Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione adottate a sensi del presente articolo sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario; detto verbale, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto nel Libro delle Adunanze e delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione.

Art. 14. L'organo amministrativo è investito di tutti i poteri per l'amministrazione ordinaria e straordinaria della società ed ha facoltà di compiere tutti gli atti che ritiene opportuni per l'attuazione ed il raggiungimento degli scopi sociali, esclusi quelli che la legge o il presente statuto riservano all'assemblea.

All'amministratore unico, ai componenti del consiglio di amministrazione o ai singoli amministratori, oltre al rimborso delle spese effettivamente sostenute per ragioni del loro ufficio, potrà essere riconosciuto dall'assemblea dei soci un compenso annuo per l'opera svolta, anche sotto forma di partecipazione agli utili, nonché una indennità di fine rapporto di collaborazione coordinata e continuativa, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa.

L'organo amministrativo può nominare direttori e conferire procure speciali a persone anche estranee alla società per l'esecuzione di singoli atti o categorie di atti.

Il consiglio di amministrazione può delegare parte delle proprie attribuzioni a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 C.C. ad un comitato esecutivo formato da due o più dei suoi membri, o ad uno o più dei suoi membri anche disgiuntamente indicando espressamente i limiti ed i poteri attribuiti con la delega.

Il consiglio di amministrazione può inoltre attribuire incarichi speciali ai propri membri.

La carica di Amministratore Delegato è cumulabile con quella di Presidente o di Vicepresidente.

La remunerazione degli amministratori investiti della carica di Presidente, Vicepresidente o Amministratore Delegato è stabilita dal Consiglio di Amministrazione, sentito il parere del Collegio Sindacale, nel rispetto dei limiti massimi even-

tualmente fissati dall'assemblea. L'assemblea può determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

Art. 15. All'Amministratore Unico come pure al Presidente del Consiglio di Amministrazione, al Vice Presidente e agli Amministratori Delegati in forma disgiunta, se nominati e nei limiti della delega loro attribuita, spetta la firma sociale e la rappresentanza legale della società di fronte ai terzi ed in giudizio.

Il vice presidente, se nominato, agisce in caso di assenza o impedimento del Presidente.

Titolo VI. Collegio sindacale

Art. 16. E' organo di controllo il Collegio Sindacale, cui spetta:

- vigilare sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento;

- esercitare il controllo contabile, qualora non si provveda alla nomina del Revisore di cui all'art. 17 dello Statuto;

Il collegio sindacale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti, nominati per la prima volta nell'atto costitutivo e successivamente dall'assemblea ordinaria dei soci. Essi resteranno in carica per tre esercizi e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il collegio è stato ricostituito. I sindaci sono rieleggibili. Il presidente e' nominato dall'assemblea dei soci, con la decisione di nomina del collegio stesso.

Il collegio sindacale ha i poteri di cui all'articolo 2403 bis del Codice Civile.

Non possono essere nominati alla carica di Sindaco e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2399 cod. civ.

La retribuzione annuale dei sindaci è determinata dall'assemblea dei soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

Il Collegio sindacale deve riunirsi almeno ogni novanta giorni. Per le modalità di convocazione del Collegio si applicano le disposizioni del precedente articolo 13. Sono comunque valide le adunanze del collegio Sindacale e le sue deliberazioni, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i sindaci effettivi in carica. E' possibile tenere le riunioni del Collegio sindacale con interventi dislocati in più luoghi audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

a) che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti e regolare lo svolgimento della riunione e che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

b) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Il Collegio sindacale è regolarmente costituito con la presenza della maggioranza dei sindaci e delibera a maggioranza assoluta dei presenti.

Delle riunioni del Collegio deve redigersi verbale, che deve essere trascritto nel libro delle adunanze e delle deliberazioni del Collegio sindacale e sottoscritto dagli intervenuti. Il sindaco dissenziente ha diritto di fare iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

I sindaci devono assistere alle assemblee dei soci, alle adunanze del consiglio di amministrazione ed alle riunioni dell'eventuale comitato esecutivo.

Ogni socio può denunciare i fatti che ritiene censurabili al collegio sindacale, il quale deve tener conto della denuncia nella relazione annuale sul bilancio, se la denuncia è fatta da tanti soci che rappresentino un ventesimo del capitale sociale il Collegio sindacale deve indagare senza ritardo sui fatti denunciati e presentare le sue conclusioni ed eventuali proposte all'assemblea.

In quanto investito del controllo contabile il Collegio Sindacale, a norma dell'art. 2409/bis ultimo comma C.C., dovrà essere integralmente costituito da Revisori Contabili iscritti nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia.

Art. 17. Il revisore o la società incaricata del controllo contabile, anche mediante scambi di informazione con il collegio sindacale:

- verifica nel corso dell'esercizio sociale, con periodicità almeno trimestrale, la regolare tenuta della contabilità sociale e la corretta rilevazione nelle scritture contabili dei fatti di gestione;

- verifica se i bilanci di esercizio e ove redatto il bilancio consolidato corrispondono alle risultanze delle scritture contabili e degli accertamenti eseguiti e se sono conformi alle norme che li disciplinano;

- esprime con apposita relazione un giudizio sul bilancio di esercizi e sul bilancio consolidato ove redatto.

L'attività di controllo contabile è annotata in un apposito libro tenuto presso la sede sociale.

L'assemblea, nel nominare il revisore deve anche determinarne il corrispettivo per tutta la durata dell'incarico, che non può eccedere i tre esercizi sociali.

Il revisore contabile o la società di revisione debbono possedere per tutta la durata del loro mandato i requisiti di cui all'art. 2409 quinquies C.C.; in difetto essi sono in eleggibili o decadono di diritto. In caso di decadenza del revisore, gli amministratori sono tenuti a convocare senza indugio l'assemblea per la nomina del nuovo revisore.

I revisori cessano dal proprio ufficio con l'approvazione del bilancio del loro ultimo esercizio sociale e sono rieleggibili.

Titolo VII. Bilancio e utili

Art. 18. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

Entro i termini e con le forme di legge, l'organo amministrativo provvederà alla compilazione del bilancio di esercizio a norma di legge.

Il bilancio deve essere approvato con delibera dell'assemblea ordinaria entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni qualora particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società lo richiedano: in quest'ultimo caso peraltro gli amministratori devono segnalare nella loro relazione sulla gestione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione.

Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

La delibera che approva il bilancio decide sulla distribuzione degli utili ai soci.

Possono essere distribuiti esclusivamente gli utili realmente conseguiti e risultanti dal bilancio regolarmente approvato, fatta deduzione della quota destinata alla riserva legale.

Se si verifica una perdita del capitale sociale, non può farsi luogo a distribuzione degli utili fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura corrispondente.

Titolo VIII. Scioglimento e liquidazione, Norme generali

Art. 19. Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea straordinaria dei soci con le maggioranze di cui al precedente art. 12.

Nel caso di scioglimento anticipato volontario, nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 C.C., ovvero da altre disposizioni di legge o del presente statuto, l'Assemblea con apposita deliberazione da adottarsi in sede straordinaria sempre con le maggioranze previste dal precedente art. 12 dispone:

- il numero dei liquidatori e le regole di funzionamento del collegio in caso di pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- i poteri dei liquidatori.

In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione dell'art. 2489 C.C..

La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'assemblea straordinaria presa con le maggioranze di cui al precedente art. 12. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso. Per gli effetti della revoca si applica l'art. 2487 ter Cod. civ.

Le disposizioni sulle assemblee e sugli organi amministrativi e di controllo si applicano, in quanto compatibili, anche durante la liquidazione.

Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII Libro V del Codice Civile.

Art. 20. Le eventuali controversie che sorgessero fra i soci o fra i soci e la società, anche se promosse dagli organi amministrativo e/o di controllo ovvero nei loro confronti e che abbiano per oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, saranno decise da un Collegio arbitrale, composto di tre membri tutti nominati, entro trenta giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente, dal Presidente del Consiglio Notarile del Distretto nel cui ambito ha sede la società. I tre arbitri così nominati provvederanno a designare il Presidente. Nel caso di mancata nomina nei termini ovvero in caso di disaccordo tra gli arbitri nominati nella scelta del Presidente, vi provvederà, su istanza della parte più diligente il Presidente del Tribunale nel cui Circondario ha sede la società.

Il Collegio arbitrale deciderà a maggioranza entro novanta giorni dalla costituzione, in modo irrevocabilmente vincolativo per le parti, come arbitro irrituale, con dispensa da ogni formalità di procedura ed anche dall'obbligo del deposito del lodo.

Si applicano comunque le disposizioni di cui agli artt. 35 e 36 decreto legislativo 17 gennaio 2003 n. 5.

Il Collegio Arbitrale stabilirà a chi farà carico o le eventuali modalità di ripartizione del costo dell'arbitrato.

Non possono essere oggetto di compromesso o di clausola compromissoria le controversie nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero.

Le modifiche alla presente clausola compromissoria, devono essere approvate con delibera dell'assemblea straordinaria dei soci con la maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi novanta giorni, esercitare il diritto di recesso.

Art. 21. Per quanto non è espressamente contemplato nel presente statuto, si fa riferimento alle disposizioni contenute nel Codice Civile in materia di società per azioni.

Art. 22. Le disposizioni del presente statuto si applicano anche nel caso in cui la società abbia un unico socio, se ed in quanto non presuppongono necessariamente una pluralità di soci e se ed in quanto compatibili con le vigenti norme di legge in tema di società unipersonale.

Riferendosi il presente statuto a società non rientrante tra quelle di cui all'art. 2325-BIS c.c., non trovano applicazione le disposizioni di legge e del codice civile dettate specificatamente per le società che fanno ricorso al mercato del capitale di rischio, nel caso in cui la società intendesse fare ricorso al mercato del capitale di rischio dovranno essere apportate al presente Statuto, con apposita deliberazione di assemblea straordinaria, le relative modifiche.

Septième résolution

L'assemblée décide d'accorder tous pouvoirs généralement quelconques à Monsieur Lucio GOMIERO demeurant à L-1411 Luxembourg, 6 Rue des Dalhias et Monsieur Savino FRANZIN, prénommé,

avec tous pouvoirs de substitution et de délégation, à l'effet d'accomplir individuellement toutes les formalités administratives nécessaires à l'inscription de la société à Trévise, de signer tous actes et documents y afférents et de faire toutes les démarches, réquisitions, déclarations et délégations y relatives y compris pour l'annulation des certificats d'actions existants et l'émission en remplacement des nouveaux certificats d'actions conformément à l'article 5 des nouveaux statuts italiens.

Huitième résolution

Les résolutions ci-dessus sont prises sous la condition suspensive de l'inscription de la Société au "Registaro delle Imprese" par les autorités italiennes compétentes.

Tous pouvoirs sont conférés à Madame Luisella MORESCHI, prénommée, pour faire constater pardevant notaire la réalisation de la condition suspensive.

Neuvième résolution

L'assemblée décide que tous les documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg seront conservés pendant un période de cinq ans à l'ancien siège de la société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: N. LUCCHINI, C. VON FELLEBERG, K. ROTI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 mars 2010. Relation: LAC/2010/10016. Reçu douze euros (12€)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR COPIE CONFORME - délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2010040202/525.

(100039710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

IDEA INVEST (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 139.711.

Suite aux résolutions de l'associé unique de la Société en date du 26 février 2010, les décisions suivantes ont été prises:

1) Démission du Gérant suivant en date du 26 février 2010:

La société Manacor (Luxembourg) S.A., immatriculée sous le numéro B 9.098 au R.C.S. de Luxembourg et ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de Gérant de la société.

2) Nomination du Gérant suivant en date du 26 février 2010:

Monsieur Karim Van den Ende, né le 26 octobre 1964 à Bruxelles, Belgique, avec adresse professionnelle au 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de la société.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la société est comme suit:

- Monsieur Karim Van den Ende, gérant

3) Le siège social de la société est transféré à l'adresse suivante:

8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IDEA INVEST (Luxembourg) S.à r.l.
Mutua (Luxembourg) S.A.
Fondé de pouvoir
Signatures

Référence de publication: 2010040504/24.

(100040123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Cargill International Luxembourg 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 151.016.

Par résolution signée en date du 15 mars 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Scott Montgomery Naatjes, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, de son mandat de gérant de classe A avec effet au 16 mars 2010;
- Nomination de Nathan Zietlow, avec adresse professionnelle au 15615, McGinty Road West, MN 55391 Wayzata, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet au 16 mars 2010 et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Référence de publication: 2010039713/15.

(100038997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Comako, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8184 Kopstal, 1A, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 32.094.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée
générale extraordinaire du 17 mars 2010*

L'associé unique décide:

De révoquer du poste de gérant Monsieur MARECHAL Nico, né le 13 avril 1954 à Luxembourg, demeurant à L-9189 Vichten, 1, rue Um Knapp

De nommer comme gérant technique pour une durée indéterminée, Monsieur MARECHAL Nico, né le 13 avril 1954 à Luxembourg, demeurant à L-9189 Vichten, 1, rue Um Knapp

De nommer comme gérants administratifs:

pour une durée indéterminée, Monsieur MARECHAL Johny, né le 8 août 1979 à Ettelbruck, demeurant à L-9188 Vichten, 8, rue de la Chapelle,

pour une durée indéterminée, Monsieur MARECHAL Paul, né le 20 mars 1985 à Ettelbruck, demeurant à L-9189 Vichten, 1, rue Um Knapp

De changer le pouvoir de signature de la façon suivante:

la société est engagée par la signature individuelle du gérant technique; ce n'est qu'en cas d'empêchement pour des raisons de santé du gérant technique, dûment constatées par un certificat médical, rendant impossible le fonctionnement normal de la société, que cette dernière sera valablement engagée par la signature conjointe des gérants administratifs.

Référence de publication: 2010039715/23.

(100038965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Holden Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 113.911.

DISSOLUTION

Il résulte des décisions prisés par l'associée unique en date du 22 décembre 2009 que la clôture de la liquidation a été prononcée, que la cessation définitive de la société a été constatée et que le dépôt des livres sociaux pendant une durée de cinq ans à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été ordonné.

Luxembourg, le 15 mars 2010.

Pour avis sincère et conforme
Pour Holden Luxembourg S.à r.l. (en liquidation)
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010039880/16.

(100039097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Corspi SA, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1618 Luxembourg, 2, rue des Gaulois.

R.C.S. Luxembourg B 98.272.

—
Extrait de résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 mars 2010

Les actionnaires de la société CORSPI S.A. réunis en Assemblée Générale Extraordinaire du 3 mars 2010, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

L'Assemblée générale décide d'accepter la démission de:

- La société à responsabilité limitée 'Bureau MODUGNO S.à r.l., ayant son siège social à L-3313 Bergem, 130, Grand-rue (RC B 35.889)

de son poste de commissaire aux comptes de la société

Par conséquent, l'Assemblée générale décide de nommer:

- La société anonyme LUX-AUDIT S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 25 797

au poste de commissaire aux comptes pour une durée de quatre ans c'est-à-dire jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire se tenant en 2014.

Luxembourg, le 3 mars 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010039717/22.

(100039613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Far East Medical Holding S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 65.530.

—
Extrait des résolutions adoptées en date du 04 décembre 2009, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Far East Medical Holding S.C.A.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de Monsieur Luc MERCADAL, né le 06 octobre 1957 à Alger (Algérie), résidant à 108 rue Saint Merry, F-77300 Fontainebleau (France), a été renouvelé jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en l'année 2010,

- Les mandats des membres du Conseil de Surveillance sont reconduits jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en l'année 2010.

Le Conseil de Surveillance est constitué comme suit:

* Marc PERICOLI, dont l'adresse est désormais sise au 40, chemin Desvallières, F-82410 Ville d'Avray;

* Bernard KOMLY, demeurant à 41, avenue du Clos de Sénard, F-91230 Montgeron;

* Marc GONON, dont l'adresse se lit comme suit: 22, boulevard de Bellechasse, F-94100 Saint-Maur-des-Fossés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FAR EAST MEDICAL HOLDING S.C.A

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010039723/22.

(100039593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Europalux Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 33.156.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010039900/10.

(100039113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

H.F. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R.C.S. Luxembourg B 82.788.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 15/01/2010

CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée a décidé de révoquer Madame Laurence Cotton, demeurant à F-54870 Villers la Chèvre, 8 rue de l'Eglise, de son mandat d'administrateur et ce avec effet immédiat et de nommer en remplacement aux fonctions d'administrateur Mademoiselle Marie-Flore Petitjean, née le 16/04/1978 à Laxou, et demeurant à F-54610 Nomeny, 14 rue sous les Vignes, aux fonctions d'administrateur de la société H.F. SA et ce avec effet immédiat. Le mandat de l'administrateur nouvellement nommé prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire de 2014.

Luxembourg, le 15 janvier 2010.

Référence de publication: 2010039725/15.

(100039595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

IKANO Re, Société Anonyme.

Siège social: L-2740 Luxembourg, 1, rue Nicolas Welter.
R.C.S. Luxembourg B 22.380.

Extrait du conseil d'administration tenu le 24 mars

Résolution 5.5:

Le Conseil d'Administration prend note de la démission de M. Henrik Jensen, en tant qu'Administrateur, domicilié 1, rue Nicolas Welter L-2740 Luxembourg, avec effet au 24 Mars 2010.

Résolution 5.6:

Le Conseil d'Administration coopte M. Eric Osch en tant qu'Administrateur avec effet au 24 Mars 2010, jusqu'à l'Assemblée Générale statutaire qui se tiendra le 1^{er} Juin 2010, et domicilié 1, rue Nicolas Welter L-2740 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Tomas Wittbjer / Magnus Turegård
Chairman / Director

Référence de publication: 2010039726/18.

(100039130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Pablo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.
R.C.S. Luxembourg B 86.175.

Suite à une lettre recommandée du 15 mars 2010 adressée à la société Pablo Holding S.A., les décisions suivantes ont été prises:

- La démission M. Albert Seen, en sa qualité d'administrateur de la société Pablo Holding S.A. est acceptée, avec effet immédiat
- La démission de M. Jos Rotteveel, en sa qualité d'administrateur de la société Pablo Holding S.A. est acceptée, avec effet immédiat
- La démission de Mme Raymonde Gokke, en sa qualité d'administrateur de la société Pablo Holding S.A. est acceptée, avec effet immédiat

- La démission de M. Gerhard Nellinger, en sa qualité de Commissaire du contrôle des comptes de la société Pablo Holding S.A. est acceptée, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2010.

PABLO HOLDING S.A.

Signature

Référence de publication: 2010040089/21.

(100039772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

L.F.A. Hold A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 68.133.

—
Extrait de la décision circulaire du conseil d'administration du 8 mars 2010

Est nommé Président du conseil d'administration:

Monsieur Willi GERBAULET, demeurant au 66, Karlavägen, S-11459 Stockholm, Suède.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2010.

Référence de publication: 2010039728/15.

(100038415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Jada SA, Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 81.369.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale, qui s'est tenue en date du 5 mars 2010 que

1. l'assemblée a décidé la clôture de la liquidation et constate la dissolution définitive de la société.
2. les documents de la société seront conservés pendant la durée légale de cinq ans au siège de la société, 23, rue Beaumont à L-1219 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 mars 2010.

POUR EXTRAIT CONFORME

Signature

LE LIQUIDATEUR

Référence de publication: 2010039730/17.

(100039342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Financial Lincoln S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 120.645.

—
Conformément à l'article 51bis de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, la Société informe par la présente de la démission et de la nomination des personnes suivantes en tant que représentants permanents de ses Administrateurs:

Mr Peter Diehl, résidant professionnellement au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, a été nommé en date du 25 février 2010 en tant que représentant permanent de Luxembourg Corporation Company S.A. avec effet au 25 février 2010.

Mr Peter Diehl, résidant professionnellement au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, a été nommé en date du 25 février 2010 en tant que représentant permanent de CMS Management Services S.A. avec effet au 25 février 2010.

Mr Peter Diehl, résidant professionnellement au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, a été nommé en date du 25 février 2010, en tant que représentant permanent de T.C.G Gestion S.A., avec effet au 25 février 2010.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Luxembourg Corporation Company SA / CMS Management Services S.A. / T.C.G Gestion S.A.

Peter Diehl / Peter Diehl / Peter Diehl

Représentant Permanent / Représentant Permanent / Représentant Permanent

Référence de publication: 2010040057/22.

(100039709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Endeavour Energy Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.375,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 134.893.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 10 mars 2010

L'Associé Unique décide de transférer le siège social au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

L'Associé Unique accepte la démission de Monsieur Marcel Stephany, de son poste de gérant de catégorie B de la société.

L'Associé Unique nomme en remplacement Monsieur Onno Bouwmeister, né à Maarsen, le 26 janvier 1977, avec adresse au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au poste de gérant de catégorie B de la société, pour une durée indéterminée.

Référence de publication: 2010039734/15.

(100039454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Rolladen Schuler S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 15, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 151.913.

—
STATUTEN

Im Jahre zwei tausend zehn, den elften März.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1.- Herr Reinhold HUBO, Diplom-Ingenieur, wohnhaft in D-54311 Trierweiler, Im Langengrund 4.

2.- Frau Jutta KLINKHAMMER-HUBO, Fremdsprachenkorrespondentin, Ehegattin von Herrn Reinhold HUBO, wohnhaft in D-54311 Trierweiler, Im Langengrund 4.

Welche Komparenten den instrumentierenden Notar ersuchten, folgenden Gesellschaftsvertrag zu beurkunden, den sie miteinander abgeschlossen haben:

Titel I. Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Zwischen den vorgenannten Parteien, sowie allen welche in Zukunft Inhaber der hiernach geschaffenen Anteile werden, besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Art. 2. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung "Rolladen Schuler S.à r.l.".

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Wasserbillig.

Er kann durch eine Entscheidung der Gesellschafter in eine andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft ist der Handel und die Montage von Rolläden, Fenstern, Türen und Sonnenschutzanlagen, inklusive Elektroinstallation.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausführen die sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern.

Art. 5. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Titel II. Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-), aufgeteilt in EIN HUNDERT (100) Anteile, mit einem Nominalwert von je EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (€ 125.-), welche wie folgt übernommen werden:

| | |
|--|-----|
| 1.- Herr Reinhold HUBO, Diplom-Ingenieur, wohnhaft in D-54311 Trierweiler, Im Langengrund 4, einundfünfzig Anteile | 51 |
| 2.- Frau Jutta KLINKHAMMER-HUBO, Fremdsprachenkorrespondentin, Ehegattin von Herrn Reinhold HUBO, wohnhaft in D-54311 Trierweiler, Im Langengrund 4, neunundvierzig Anteile | 49 |
| Total: ein hundert Anteile | 100 |

Art. 7. Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar. Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäss Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt, oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden sind.

Titel III. Verwaltung und Vertretung

Art. 8. Solange die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, steht es dem Geschäftsführer frei, die Gesellschafter in Generalversammlungen zu vereinigen. Falls keine Versammlung abgehalten wird, erhält jeder Gesellschafter den genau festgelegten Text der zu treffenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

Eine Entscheidung wird nur dann gültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen wird. Ist diese Zahl in einer ersten Versammlung oder schriftlichen Befragung nicht erreicht worden, so werden die Gesellschafter ein zweites Mal durch Einschreibebrief zusammengerufen oder befragt und die Entscheidungen werden nach der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, welches auch der Teil des vertretenen Kapitals sein mag.

Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt welches auch immer die Anzahl seiner Anteile ist. Jedes Anteil gibt Anrecht auf eine Stimme. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmässig bei der Gesellschafterversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Die Ernennung der Geschäftsführer erfolgt durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise durch die Gesellschafterversammlung, welche die Befugnisse und die Dauer der Mandate des oder der Geschäftsführer festlegt.

Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktion(en) keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind jedoch für die ordnungsgemässe Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 10. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 11. Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden durch die Geschäftsführung ein Inventar, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt.

Der Kreditsaldo der Bilanz wird nach Abzug aller Kosten sowie des Beitrages zur gesetzlichen Reserve der Generalversammlung der Gesellschafter zur Verfügung gestellt.

Art. 12. Durch den Tod eines Gesellschafters erlischt die Gesellschaft nicht, sondern wird mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Titel IV. Auflösung und Liquidation

Art. 13. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen durchgeführt.

Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 14. Für sämtliche nicht vorgesehenen Punkte gilt das Gesetz vom 18. September 1933 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

Einzahlung des Gesellschaftskapitals

Alle Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-) der Gesellschaft von heute an zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

40836

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt jedoch am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2010.

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf den Betrag von ungefähr ein tausend Euro (€ 1.000.-).

Erklärung

Die Komparenten erklären seitens des unterfertigten Notars Kenntnis erhalten zu haben, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der nötigen Ermächtigungen ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

Generalversammlung

Alsdann sind die Gesellschafter, welche das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, in einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten, und haben einstimmig und laut entsprechender Tagesordnung nachfolgende Beschlüsse gefasst:

- a) Zum technischen Geschäftsführer der Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer ernannt:
 - Herr Reinhold HUBO, Diplom-Ingenieur, wohnhaft in D-54311 Trierweiler, Im Langengrund 4.
- b) Zur administrativen Geschäftsführerin der Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer ernannt:
 - Frau Jutta KLINKHAMMER-HUBO, Fremdsprachenkorrespondentin, Ehegattin von Herrn Reinhold HUBO, wohnhaft in D-54311 Trierweiler, Im Langengrund 4.
- c) Die Gesellschaft wird wie folgt vertreten und verpflichtet:
 - durch die alleinige Unterschrift des technischen Geschäftsführers;
 - durch die alleinige Unterschrift der administrativen Geschäftsführerin bis zu dem Betrag von zehn tausend Euro (€ 10.000.-); darüber hinaus bedarf es der zusätzlichen Unterschrift des technischen Geschäftsführers.
- d) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6637 Wasserbillig, 15, Esplanade de la Moselle.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. HUBO, J. KLINKHAMMER-HUBO, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 11 mars 2010. Relation: ECH/2010/354. Reçu soixante-quinze euros (75,00,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 18. März 2010.

Référence de publication: 2010039770/112.

(100039295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Stone River S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 108.344.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 mars 2010.

1. L'assemblée accepte la démission de Monsieur Bertrand Michaud, en tant qu'administrateur unique de la société.
2. L'assemblée décide de pourvoir au remplacement de l'administrateur unique sortant en appelant Monsieur Gianluca NINNO, né à Policoro (Italie), le 7 avril 1975, demeurant professionnellement à 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en tant qu'administrateur. Le nouvel administrateur est élu pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2014.
3. L'assemblée décide de pourvoir au remplacement de l'administrateur unique sortant en appelant Monsieur Natale CAPULA, né à Villa S. Giovanni (Italie), le 1^{er} novembre 1961, demeurant professionnellement à 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en tant qu'administrateur. Le nouvel administrateur est élu pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2014.
4. L'assemblée décide de pourvoir au remplacement de l'administrateur unique sortant en appelant Monsieur Giovanni ANNUNZIATA, né à Roma, le 1^{er} avril 1964, et demeurant professionnellement à Via Guardia Piemontese 30, 00132 Rome (Italie), en tant qu'administrateur. Le nouvel administrateur est élu pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2014.

5. L'assemblée accepte la démission de CONSEIL GESTION ATLANTIQUE Sàrl, en tant que Commissaire aux comptes.

6. L'assemblée décide de pourvoir au remplacement du Commissaire aux comptes sortant en appelant la société F.G.S. CONSULTING LLC, ayant son siège social à 520 S - 7th Street, Suite C Las Vegas, NV 89101. Le nouveau Commissaire aux comptes est élu pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2014.

7. Le siège social est transféré du 2, rue Fort Wallis, L-2714 Luxembourg, au 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 10 mars 2010.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2010040541/30.

(100039731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Omax Capital s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 151.886.

— STATUTS

L'an deux mille dix, le neuf mars.

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Monsieur Olivier BOURDAIS, dirigeant d'entreprise, né à Paris, France, le 10 novembre 1971, demeurant à D-10407 Berlin, Käthe-Niederkirchner-Strasse, 17.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «OMAX CAPITAL s.à.r.l.»

Art. 2. Le siège social est établi à Bertrange.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra plus généralement acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

La société a également pour objet l'acquisition, la détention, la mise en valeur et la gestion d'immeubles situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, mais uniquement dans le cadre de la gestion de son patrimoine propre.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés qui seraient de nature à favoriser son développement. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

La société pourra effectuer des prestations de services mais uniquement dans le cadre de la gestion de ses participations et/ou de la gestion des opérations de gestion internes du groupe dont elle pourrait faire partie.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

La société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

De manière générale, la société pourra passer tout acte et prendre toute disposition de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 4. Le capital social est fixé à cent vingt mille huit cents Euros (€ 120.800,-) représenté par quatre mille huit cent trente-deux (4.832) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (€ 25,-) chacune entièrement libérées.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Chaque année le 31 décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ € 1.500,-

Le notaire instrumentant attire l'attention du comparant qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Le comparant reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, le comparant déclare être le bénéficiaire réel de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Toutes les parts sociales sont intégralement libérées, comme suit:

- partiellement, savoir à concurrence de la somme de € 120.000,- (cent vingt mille Euros) par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément,

- et pour le reste, savoir à concurrence de la valeur de € 800,- (huit cents Euros) par l'apport en nature de 800 parts sociales d'une valeur nominale de € 1,- (un Euro) (les «Parts Apportées») que le fondateur détient dans le capital de la société à responsabilité limitée de droit français dénommée CVO Exploitation avec siège à F-75004 Paris, 5, rue Renard, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Paris sous le numéro 514 432 004,

dans les conditions ci-après:

a) Monsieur Olivier BOURDAIS fait l'apport en pleine propriété de 800 Parts Apportées pour un montant total de € 800,-

b. Cet apport en pleine propriété des Parts Apportées est soumis aux conditions suivantes:

1) les Parts Apportées ont été entièrement libérées;
2) le Fondateur est seul propriétaire des Parts Apportées et a le droit d'en disposer librement;
3) aucune des Parts Apportées n'a été affectée à la garantie d'une quelconque obligation et n'est donc sujette à aucune sûreté;

4) toutes formalités requises par le droit français suite à l'apport en nature des Parts Apportées à la Société seront exécutées par le comparant dès réception d'une copie certifiée conforme du présent acte;

5) au jour des présentes, la valeur des Parts Apportées est au moins de € 800,-

6) Le fondateur détenant 800 parts de toutes les 2.400 parts représentant ensemble le capital social de CVO Exploitation, le présent apport a fait l'objet d'une approbation en bonne et due forme par tous les associés et les gérants de la société CVO Exploitation en date du 08 mars 2010;

c. Les Parts Apportées au capital social de la Société ont fait l'objet d'un rapport descriptif établi par Monsieur Claude LABARRIERE, expert-comptable à F-89200 Avallon, 2ter, route de Sauvigny, duquel il résulte que la valeur desdites parts peut être évaluée à un montant minimal de € 800,- ainsi qu'il apparaît à la lecture du certificat établi en date du 05 mars 2010.

Toutes les parts de la société ainsi constituée sont souscrites comme suit:

| | |
|--|-----------------------------|
| M. Olivier BOURDAIS, préqualifié | 4.832 parts sociales |
| TOTAL: | <u>4.832 parts sociales</u> |

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2010.

Assemblée générale

Le fondateur prénommé, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constitué en Assemblée Générale et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Le siège social est fixé à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, Centre Helfent.

2) La société sera gérée par un gérant, savoir:

Monsieur Olivier BOURDAIS, dirigeant d'entreprise, né à Paris, France, le 10 novembre 1971, demeurant à D-10407 Berlin, Käthe-Niederkirchner-Strasse, 17.

3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen d'une copie de sa carte d'identité.

Signé: O. Bourdais, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 10 mars 2010. Relation: CAP/2010/762. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

Le Receveur (signé): I. Neu.

POUR COPIE CONFORME,

Capellen, le 10 mars 2010.

Référence de publication: 2010039858/149.

(100038969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Mayfair Stud S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 130.743.

La société Fiduciaire de Trèves S.C. a dénoncé, avec effet immédiat, le siège social de la société MAYFAIR STUD S.A., 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, R.C.S. Section B n ° 130.743.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2010.

FIDUCIAIRE DE TREVES S.C.

Agent domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2010039876/13.

(100039033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Leony S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 133.781.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010039913/10.

(100039443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

4Keys Capital Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 151.916.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendzehn, den zweiten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph ELVINGER, mit dem Amtssitz in Luxemburg, handelnd in Vertretung seines verhinderten Kollegen Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, welch Letzterer Depositar der Urkunde verbleibt.

SIND ERSCHIENEN:

- 1) Herr Daniel KRANZ, Geschäftsführer, geboren in Trier (Bundesrepublik Deutschland), am 10. März 1972, wohnhaft in D-54290 Trier, Kutzbachstraße, 19.
- 2) Herr Christoph BRÜNING, geschäftsführender Gesellschafter, geboren in Wiesbaden (Bundesrepublik Deutschland), am 4. Mai 1967, wohnhaft in CA 92660 Newport Beach, 5, Crooked Stick Drive (Vereinigte Staaten von Amerika).
- 3) Herr Tobias THEIS, Geschäftsführer, geboren in Trier (Bundesrepublik Deutschland), am 29. Juni 1979, wohnhaft in D-54295 Trier, Bernhardstrasse, 7.
- 4) Herr Dominik GIES, Niederlassungsleiter, geboren in Essen (Bundesrepublik Deutschland), am 28. Oktober 1979, wohnhaft in D-60599 Frankfurt am Main, Hühnerweg, 16.

Alle sind hier vertreten durch Herrn Christian DOSTERT, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, auf Grund von vier ihm erteilten Vollmachten unter Privatschrift, welche Vollmachten vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar "ne variatur" unterschrieben, bleiben der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienenen Personen, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersuchen die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche sie hiermit gründen, zu beurkunden wie folgt:

A. Bezeichnung - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung "4Keys Capital Management S.à R.L." („die Gesellschaft“) gegründet, welche durch gegenwärtige Satzungen („die Statuten“), sowie durch die anwendbaren Gesetze und besonders durch das abgeänderte Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften geregelt wird.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Erbringung von Beratungs- und Unterstützungsleistungen für in Luxemburg domizilierte Investmentfonds respektive Gesellschaften, im Zusammenhang mit der Verwaltung ihres Vermögens sowie Fördermaßnahmen, die zur Entwicklung und Umsetzung der Ziele nützlich erscheinen.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer, an jeden beliebigen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden.

Für eine Verlegung des Sitzes außerhalb der Gemeindegrenzen bedarf es eines einfachen Beschlusses der Geschäftsversammlung.

Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer, Zweigstellen oder Agenturen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt fünfzigtausend Euro (50.000,- EUR), aufgeteilt in fünfhundert (500) Anteile zu je einhundert Euro (100,- EUR), welche voll eingezahlt sind.

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss einer Mehrheit von Gesellschaftern, die zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, geändert werden.

Art. 7. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Inhaber pro Anteil an. Steht ein Anteil mehreren Berechtigten zu, so ernennen sie einen gemeinschaftlichen Vertreter, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 8. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Dritte bedarf der vorherigen Zustimmung der anderen Gesellschafter mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals.

Im Fall des Todes eines Gesellschafter bedarf die Übertragung von Anteilen des verstorbenen Gesellschafter an einen Dritten der Zustimmung der anderen Gesellschafter in einer Hauptversammlung mit einer Dreiviertelmehrheit des Gesellschaftskapitals.

Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Eltern oder Abkömmlinge oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Art. 9. Die Gesellschaft wird weder durch Tod, noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter aufgelöst.

C. Geschäftsführung

Art. 10. Die Geschäftsführung obliegt einem oder mehreren Geschäftsführern, welche nicht Gesellschafter sein müssen.

Gegenüber Dritten ist der Geschäftsführer, bzw. im Fall von mehreren Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer, unter allen Umständen unbeschränkt befugt im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehende Geschäfte und Handlungen zu genehmigen. Die Geschäftsführer werden durch den Alleingesellschafter bzw. durch die Gesellschafter bestellt, welche(r) die Dauer ihres Mandats bestimmt (bestimmen).

Die Geschäftsführer können jederzeit und ohne Angabe von Gründen vom Alleingesellschafter bzw. von den Gesellschaftern abberufen werden.

Im Falle der Vakanz einer Geschäftsführerposition aufgrund Todes, Rücktritts, Ausscheidens oder aus anderen Gründen können die verbleibenden Geschäftsführer vorübergehend einen Geschäftsführer an dessen Stelle ernennen. Die Gesellschafter entscheidet über die endgültige Bestellung eines neuen Geschäftsführers in der nächsten Hauptversammlung der Gesellschafter.

Wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, wird sie durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers verpflichtet; bei Mehrheit von Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Geschäftsführer verpflichtet.

Art. 11. Bei Bestellung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch den Rat der Geschäftsführer geleitet, welche aus dem Kreis ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden auswählt und einen stellvertretenden Vorsitzenden auswählen kann.

Sie kann außerdem einen Sekretär bestimmen, welcher kein Geschäftsführer sein muss und welcher für die Protokollierung der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist.

Der Rat der Geschäftsführer wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder an dem im Einladungsschreiben genannten Ort einberufen. Die Sitzungen der Geschäftsführung finden am Gesellschaftssitz statt, sofern nicht anderes im Einladungsschreiben bestimmt wird. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz bei allen Sitzungen der Geschäftsführung wahr; in seiner Abwesenheit kann jedoch der Rat der Geschäftsführer per Mehrheitsbeschluss der Anwesenden einen anderen Geschäftsführer zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Die Geschäftsführer erhalten spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung vorgesehenen Zeitpunkt ein schriftliches Einladungsschreiben, außer in dringenden Fällen, in denen Art und Grund der Dringlichkeit im Einladungsschreiben angegeben werden sollen. Auf das Einladungsschreiben kann durch schriftliche Zustimmung, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel verzichtet werden. Ein gesondertes Einladungsschreiben ist für Sitzungen der Geschäftsführung nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort der Sitzung in einem vorangehenden Geschäftsführungsbeschluss festgesetzt wurden.

Bei Anwesenheit oder Vertretung aller Geschäftsführer in einer Sitzung der Geschäftsführung oder im Falle schriftlicher Beschlüsse, denen alle Geschäftsführer zustimmen und die von allen Geschäftsführern unterschrieben werden, ist kein Einladungsschreiben erforderlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich in den Sitzungen der Geschäftsführung durch einen anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht vertreten lassen. Ein Geschäftsführer kann mehrere andere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann an der Sitzung durch Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, die den an der Sitzung teilnehmenden Personen die Verständigung untereinander erlauben. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Der Rat der Geschäftsführer ist nur beschlussfähig, wenn zumindest die Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch in Form von Umlaufbeschlüssen gefasst werden, wenn die Zustimmung schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel abgegeben wird. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das dem Nachweis der Beschlussfassung dient.

Art. 12. Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von einem zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einer durch den Rat der Geschäftsführer zu diesem Zweck bestellten Person unterzeichnet.

Art. 13. Der Tod oder der Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchen Gründen auch immer, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Art. 14. Die Geschäftsführer haften nicht persönlich aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für die von ihnen im Namen der Gesellschaft ordnungsgemäß eingegangenen Verpflichtungen. Sie sind nur bestellte Vertreter der Gesellschaft und haften als solche ausschließlich für die ordnungsgemäße Ausübung ihres Mandats.

Art. 15. Der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer kann entscheiden, Abschlagsdividenden auf der Basis eines von den Geschäftsführern erstellten vorläufigen Abschlusses auszuzahlen, aus dem hervorgeht, dass ausreichende Finanzmittel zur Ausschüttung vorhanden sind, wobei die auszuschüttenden Finanzmittel nicht die Summe der erzielten Gewinne seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich des Verlustvortrages und der Summen, die aufgrund einer gesetzlichen oder einer satzungsmäßigen Verpflichtung den Rücklagen zuzuschreiben sind, überschreiten dürfen.

D. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafter - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 16. Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

Art. 17. Wirksam gefasste Entscheidungen bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, sofern die vorliegende Satzung keine größere Mehrheit vorschreibt.

Beschlüsse welche eine Satzungsänderung betreffen werden durch die Mehrheit der Gesellschafter gefasst, welche mindestens fünfundsiebzig Prozent des Kapitals darstellen. Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf jedoch der Einstimmigkeit der Gesellschafter.

Art. 18. Im Falle eines Alleingesellschafter übt dieser die der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung aus.

E. Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung von Gewinnen

Art. 19. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 20. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer erstellt ein Inventar, das Angaben des Wertes des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft enthält. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 21. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

F. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 22. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Gesellschaft von einem oder mehreren von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannten Abwicklern, welche keine Gesellschafter sein müssen, liquidiert.

Die Hauptversammlung bestimmt ihre Befugnisse und Bezüge. Bei Fehlen ausdrücklicher anderweitiger Bestimmungen haben die Abwickler die größtmöglichen Befugnisse zur Verwertung der Vermögenswerte und zur Berichtigung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Überschuss, der aus der Verwertung der Vermögenswerte und der Berichtigung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

G. Anwendbares Recht

Art. 23. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, berufen und beziehen sich die Gesellschafter auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2010.

Zeichnung und Einzahlung der Anteile

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, erklären die erschienenen Parteien, sämtliche fünfhundert (500) Anteile zu zeichnen wie folgt:

| | |
|--|-----|
| 1) Herr Daniel KRANZ, vorgeannt, einhundert Anteile, | 100 |
| 2) Herr Tobias THEIS vorgeannt, einhundert Anteile, | 100 |
| 3) Herr Dominik GIES, vorgeannt, einhundertfünfundzwanzig Anteile, | 125 |
| 4) Herr Christoph BRÜNING, vorgeannt, einhundertfünfundsiebzig Anteile | 175 |
| Total: fünfhundert Anteile, | 500 |

Sämtliche Anteile wurden in bar eingezahlt, so dass der Betrag von fünfzigtausend Euro (50.000,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar durch eine Bankbescheinigung ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Ausserordentliche Generalversammlung

Anschließend haben sich die erschienenen Parteien zu einer außerordentlichen Generalversammlung eingefunden, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären, und folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-1882 Luxemburg, 3A, rue Guillaume Kroll.
- 2) Folgende Personen werden zu Mitgliedern des Geschäftsführerrates auf unbestimmte Dauer ernannt:
 - Herr Daniel KRANZ, Geschäftsführer, geboren in Trier (Bundesrepublik Deutschland), am 10. März 1972, wohnhaft in D-54290 Trier, Kutzbachstraße, 19, und
 - Herr Dominik GIES, Niederlassungsleiter, geboren in Essen (Bundesrepublik Deutschland), am 28. Oktober 1979, wohnhaft in D-60599 Frankfurt am Main, Hühnerweg, 16.

Anmerkung

Der Notar hat die Komparenten darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor der Aufnahme jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was die Komparenten ausdrücklich anerkennen.

Gründungskosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Entgelte oder Belastungen jeder Art, die der Gesellschaft zufallen werden, beläuft sich auf ungefähr eintausendeinhundert Euro.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Komparenten, namens handelnd wie hiuvor erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Signé: DOSTERT - J. ELVINGER.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 mars 2010. Relation GRE/2010/826. Reçu Soixante-quinze euros 75,- €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Junglinster, le 16 mars 2010.

Référence de publication: 2010039742/200.

(100039313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Société de Radiodiffusion Luxembourgeoise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.462.000,00.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin.

R.C.S. Luxembourg B 38.432.

—
Extrait du procès-verbal du conseil de gérance du jeudi 14 janvier 2010

Le conseil de gérance prend acte de la démission de M. Léon WEYER de sa fonction de président et de son mandat de membre du conseil de gérance de la Société de Radiodiffusion Luxembourgeoise S. à r.l. avec effet au 31 décembre 2009.

Luxembourg, le 19 mars 2010.

Pour extrait

Robert WEBER

Président f.f.

Référence de publication: 2010040066/16.

(100040117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

ITP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5850 Howald, 3, rue Sangenberg.

R.C.S. Luxembourg B 67.219.

—
L'an deux mille dix, le cinq février.

Par-devant Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ITP S.A. avec siège social à L-1529 Luxembourg, 42, rue Raoul Follereau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 67.219, constituée suivant acte reçu par le notaire Gérard LECUIT, alors de résidence à Hesperange, en date du 17 novembre 1998, publié au Mémorial Recueil Spécial C des Sociétés et Associations no 72 en date du 5 février 1999, modifié à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le prédit notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, en date du 26 janvier 2004, publié au Mémorial Recueil Spécial C des Sociétés et Associatins no 342 en date du 26 mars 2004.

L'Assemblée est ouverte à 11h30 sous la présidence de Monsieur Carlo AREND, juriste, demeurant professionnellement à Howald,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Alida MUHOVIC, employée privée, demeurant à Soleuvre.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Moussa SENE, assistant junior, demeurant professionnellement à Howald.

Le bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1) Transfert du siège social de la société de Luxembourg à Howald, et modification du deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts.

2) Fixation du siège social.

3) Acceptation de la démission d'un administrateur.

4) Nomination d'un nouvel administrateur pour une durée de six ans.

5) Engagement de la société vis-à-vis des tiers.

II.- Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte ainsi que la procuration.

III.- Il résulte de la liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée et qu'il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV.- Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de Luxembourg à Howald et de modifier par conséquent le deuxième alinéa de l'article un des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 1^{er}. (deuxième alinéa). Le siège social est établi à Howald.
(Le reste sans changement.)

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de fixer l'adresse du siège social à L-5850 Howald, 3, rue Sangenberg.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission à compter de ce jour de l'administrateur EATON CORPORATION, avec siège à 2 Commercial Center Square, Alofi, inscrite au Registre des Sociétés de Niue sous le numéro 004580, et lui accorde décharge pour l'accomplissement de son mandat.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de nommer à compter de ce jour pour une durée de six ans dans la fonction d'administrateur, la société BRADFIELD INC, avec siège social à Francis Rachel Street, Victoria, Mahe (Seychelles), inscrite au Registre de Commerce de Victoria sous le numéro 038974.

Cinquième résolution

La société est valablement engagée conformément au dernier alinéa de l'article 6 des statuts, soit par la signature conjointe de deux (2) administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison du présent acte, sont évalués approximativement à HUIT CENTS EUROS (800.-Euros).

Les frais et honoraires des présentes sont à charge de la société.

Elle s'engage solidairement ensemble avec les comparants au paiement desdits frais.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ont signés le présent acte avec le notaire.

Signé: Arend; Muhovic; Sene, Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 9 février 2010, Relation: EAC/2010/1617. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€

Le Releveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 18 mars 2010.

Référence de publication: 2010039862/69.

(100039466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

International Project Management S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 60.644.

Par la présente, nous vous informons de la dénonciation du siège social de la société sous rubrique en date du 4 mars 2010 par Facts Services S.à r.l., et ce avec effet immédiat.

Avis est donné par ailleurs qu'un membre du Conseil d'Administration ainsi que le Commissaire de la Société ont démissionné en date du 4 mars 2010, en l'occurrence:

Madame Valérie Emond du poste d'Administrateur et la société Facts Services S.à r.l. du poste de Commissaire.

Luxembourg, le 4 mars 2010.

Pour copie conforme

Valérie Emond

Référence de publication: 2010039885/14.

(100039482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

B & C Consulting & Partners, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 101.529.

Ausserordentliche Generalversammlung - Ernennung eines zusätzlichen Geschäftsführers

Am 30. Dezember 2009

hat die Aktiengesellschaft „Jersa Holding S.A.“, mit Sitz in L-2310 Luxemburg, 6, Avenue Pasteur, eingetragen im Gesellschafts- und Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 95.239, hier vertreten durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates, nämlich:

1- Herrn Ralf Urfels, geboren in Sankt Vith am 29. Juli 1960, wohnhaft in B-4780 Sankt Vith, Bernhard-Willems-Straße 26

2- Herr Andre Bertrand, geboren in Sankt Vith am 30. April 1966, wohnhaft in D-54634 Bitburg, 1, Lucas Cranach Straße,

welche die Gesamtheit der Gesellschaftsanteile

der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "B & C Consulting & Partners, S.à.r.l.", mit Sitz in L-9991 Weiswampach, Am Hock, 2, besitzt,

als einzige Gesellschafterin und folglich als Generalversammlung dieser Gesellschaft folgenden Beschluss gefasst:

Herr Ralf Urfels, geboren in Sankt Vith, am 29. Juli 1960, wohnhaft in B-4780 Sankt Vith, Bernhard-Willems-Straße, 26, wird als zusätzlicher Geschäftsführer der Gesellschaft B & C CONSULTING & PARTNERS, S.à.r.l. für unbestimmte Dauer ernannt. Herr Urfels kann die Gesellschaft rechtsgültig vertreten durch seine alleinige Unterschrift.

Über alles Vorstehende wurde dieses Protokoll am eingangs genannten Datum aufgenommen und durch die einzige Gesellschafterin, vertreten wie gesagt, unterschrieben.

Enregistré à Diekirch, le 18 mars 2010. Relation DIE/2010/2505. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

A. BERTRAND / R. URFELS.

Référence de publication: 2010039869/28.

(100039254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Gytech, Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 34, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 149.070.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 18.01.2010

L'assemblée accepte à l'unanimité la démission au 18.01.2010 de Monsieur Mihalis ARABATZIS, né à Liège (B) le 17/08/1969, demeurant à 34, rue des Tondeurs à B-9570 WILTZ du poste d'administrateur délégué.

M. ARABATZIS / H. LOVINFOSE / S. GIORDANO.

Référence de publication: 2010039870/11.

(100039433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

CTG Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 122.969.

Auszug aus dem Protokoll der Außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschaft vom 11. März 2010

Die Versammlung hat unter anderem einstimmig die folgenden Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Hauptversammlung nimmt die Rücktritte der Verwaltungsratsmitglieder Herr Frank BERLEPP und Herr Helmut KLEIN von ihren jeweiligen Mandaten zur Kenntnis und akzeptiert diese.

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung beruft

- Herrn Horst VON HÄFEN, Prokurist, geboren am 21. Juni 1951 in ST. BARBARA / WALLERFANGEN, Deutschland, beruflich ansässig in D-66117 SAARBRÜCKEN, Wilhelm-Heinrich-Straße 11 und

- Herrn Hans Joachim SESSINGHAUS, Prokurist, geboren am 15. September 1959 in HOMBURG / SAAR, Deutschland, beruflich ansässig in D-66117 SAARBRÜCKEN, Wilhelm-Heinrich-Straße 11,

zu Mitgliedern des Verwaltungsrates, mit sofortiger Wirkung bis zur Hauptversammlung, die im Jahre 2012 stattfinden wird.

Vierter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt die Verlegung des Sitzes der Gesellschaft von L-2146 LUXEMBOURG, 74, rue de Merl, nach L-1220 LUXEMBOURG, 196, rue de Beggen.

Zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2010.

Für die Gesellschaft

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2010039871/29.

(100039609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Mazel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 101.720.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires de la société tenue en date du 22 décembre 2009 que la cooptation aux fonctions d'administrateur de la société de Maître Karine MASTINU, avocate, demeurant à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle a été ratifiée.

Les mandats des administrateurs et du Commissaire aux comptes de la société étant arrivés à échéance, ont été nommés:

1. aux fonctions d'administrateurs de la société:

- Maître Charles DURO, avocat, demeurant à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle;

- Maître Marianne GOEBEL, avocate, demeurant à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle;

- Maître Karine MASTINU, avocate, demeurant à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

2. aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société:

- La société FIDUCIAIRE GRAND DUCALE SA, avec siège social à L-2419 Luxembourg, 3, rue de Fort Rheinsheim.

Les mandats des administrateurs et du Commissaire aux comptes de la société prendront fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires de la société qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010040100/25.

(100039988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Nokia Siemens Tietoliikenne Oy Succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1259 Senningerberg, 15, Zone Industrielle Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 148.204.

Il résulte des résolutions du conseil d'administration de la Société passées en date du 12 mars 2010 à Helsinki qu'il a été décidé de déplacer la succursale de L-2328 Luxembourg-Hamm, 20, rue des Peupliers, vers L-1259 Senningerberg, 15, Zone Industrielle Breedewues, et ce avec effet immédiat.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2010.

Pour NOKIA SIEMENS Tietoliikenne Oy
Par mandat spécial
Claude GEIBEN

Référence de publication: 2010039884/15.

(100039282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Alpha Trains Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 137.614.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance tenue en date du 15 mars 2010

Il résulte des résolutions du Conseil de Gérance prises à Luxembourg en date du 15 mars 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, au 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet au 16 mars 2010, et que le Conseil de Gérance a décidé de prendre note du transfert du siège social de l'actionnaire de la Société du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, au 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet au 16 mars 2010.

Pour extrait conforme, délivré sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010039873/17.

(100039159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Cofeba S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8422 Steinfort, 69, rue de Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 56.279.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 16.03.2010.

Fiduciaire S.à r.l.

CabexcO

Signature

Référence de publication: 2010039935/13.

(100039196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

JAPI, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 130.511.

—
EXTRAIT

- L'adresse de Monsieur Jean Pierre VIELLEVOYE et de Madame Jacqueline VIELLEVOYE, administrateurs de la société est la suivante: CH-3963 CRANS MONTANA, 5, Allée Elisée Bonvin.

- Il résulte des résolutions prises lors d'une réunion du Conseil d'administration de la société tenue en date du 4 décembre 2009 que:

A été nommé aux fonctions de Président du Conseil d'administration de la société jusqu'à la fin de son mandat d'administrateur, Monsieur Jean Pierre VIELLEVOYE, résidant à CH-3963 CRANS MONTANA, 5, Allée Elisée Bonvin.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010040099/18.

(100039991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.
